

RAPPORT DE GESTION 2025



Experts
en solutions
énergétiques
globales

groupe 



CONCEPT VISUEL

Adaptation au marché, modifications légales, renforcement du réseau et des infrastructures, Groupe E est au cœur d'une dynamique intense pour accomplir sa mission et accélérer la transition énergétique. Au travers du fil rouge «Évolution», nous avons voulu raconter une histoire, celle de l'éclairage public. Elle est une métaphore puissante pour illustrer la transformation en profondeur qu'a vécue notre entreprise en 2025. Nous la racontons par le biais d'anecdotes historiques locales ou étrangères.

Couverture: un éclairage durable à Dürdingen

En 2025, la Commune de Dürdingen, en collaboration avec Groupe E, a lancé un ambitieux projet de rénovation énergétique de son éclairage public. Sur les 945 points lumineux que compte la commune, 313 étaient encore équipés de lampes à vapeur de sodium vieilles de plus de 15 ans. Ces dernières sont en cours de remplacement par des luminaires LED, plus économes et gérables à distance, dont l'intensité lumineuse peut être adaptée en fonction des besoins. Une extinction partielle de l'éclairage en pleine nuit est également prévue.

Sommaire

Une année charnière pour le groupe	4
L'année 2025 en chiffres	6
Évolutions et défis du système énergétique	8
Une année clé pour le déploiement des réseaux de chaleur	12
Technique du bâtiment et services énergétiques	15
Une rénovation énergétique alliant performance et défis techniques	18
Une année marquée par une restructuration d'envergure	20
Gouvernance d'entreprise	22
Rapport financier	31
Impressum	74

Une année charnière pour le groupe

L'année 2025 a vu évoluer Groupe E vers une structure plus équilibrée visant une rentabilité accrue. Notre entreprise poursuit son engagement en faveur de la transition énergétique et bénéficie toujours de la confiance de ses parties prenantes, comme en témoigne une seconde émission obligataire de 250 MCHF. Cet emprunt nous permet d'investir autour de trois priorités: la production d'électricité renouvelable, le renforcement et la transformation des réseaux électriques et l'extension des réseaux de chauffage à distance.

Notre entreprise doit également restaurer sa performance financière face à la baisse significative des ventes de pompes à chaleur et des installations photovoltaïques ainsi qu'au manque de rentabilité sur les très grands chantiers. Cette situation nous a contraints à nous séparer de près de 180 personnes. Les modalités de ces licenciements sont détaillées en aval du présent rapport. Après analyse, nous avons créé la holding Groupe E Tech SA afin de renforcer l'autonomie de ce secteur d'activité et de le redresser financièrement.

Les autres directions du groupe seront également amenées à améliorer leur performance globale pour maintenir notre capacité d'investissement et faire face à l'endettement dès l'an prochain. Pour la première fois en 2026, en lien avec la nouvelle Loi sur l'électricité, l'électricité générée par nos ouvrages de production ne

pourra pas entièrement être affectée à la clientèle régulée et sera partiellement exposée au prix du marché. En outre, la baisse du taux d'intérêt régulé permettant de rémunérer nos investissements dans les réseaux et les ouvrages de production impactera négativement notre résultat opérationnel.

Amélioration de la performance financière

L'exercice 2025 est caractérisé par une baisse marquée du chiffre d'affaires, anticipée en raison des baisses de tarifs annoncées, tant de l'électricité que du gaz. Le chiffre d'affaires s'établit ainsi à 864 MCHF, en baisse de 17.8% par rapport à l'année précédente. Cette contraction des coûts de l'énergie sur les marchés se répercute cependant aussi sur les coûts d'approvisionnement, en recul significatif. Cette évolution, couplée aux premiers effets de la restructuration engagée durant l'exercice, permet de dégager une performance opérationnelle en forte progression à 53 MCHF contre 12 MCHF un an plus tôt.

À l'instar des années précédentes, le résultat net bénéficie de la contribution solide des sociétés mises en équivalence. Il se présente ainsi à 96 MCHF contre 85 MCHF en 2024.

Groupe E se positionne ainsi favorablement pour faire face aux défis posés à la branche énergétique, qui se trouve cependant en tension per-

manente entre sa mission de réaliser la transition énergétique et la réduction continue des moyens mis à sa disposition par les pouvoirs publics au-travers des conditions-cadre.

Au nom du Conseil d'administration et de la direction générale, nous tenons à rendre hommage à notre apprenti M. Téo Grandjean qui a perdu la vie dans l'exercice de ses fonctions. Nos pensées vont à sa famille et ses collègues.

Une confiance pérenne

Nous exprimons notre profonde gratitude envers nos collaboratrices et collaborateurs pour leur engagement sans faille au quotidien. Nous adressons également nos sincères remerciements à notre clientèle, nos fournisseurs, partenaires et actionnaires pour leur confiance. C'est grâce à vous toutes et tous que nous pouvons avancer vers un avenir plus durable.



A stylized blue ink signature of Pierre Varenne.

Pierre Varenne
Président du Conseil d'administration

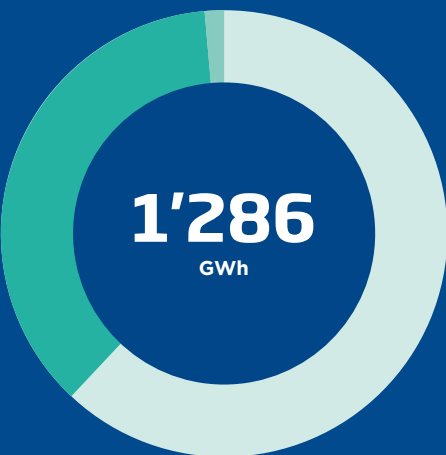


A stylized blue ink signature of Alain Sapin.

Alain Sapin
Directeur général

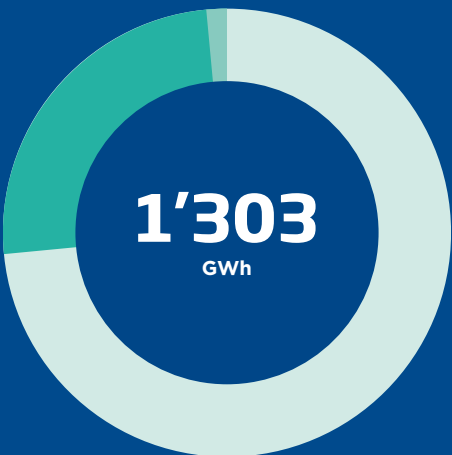
L'année en un coup d'œil

Production d'électricité 2025



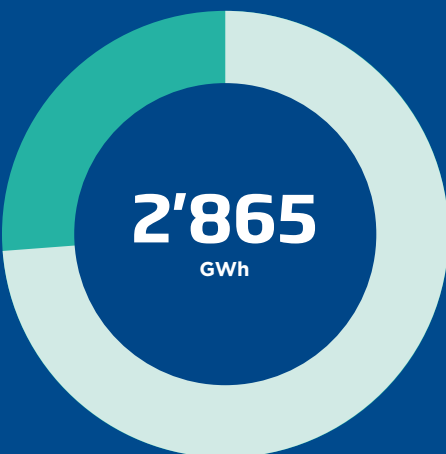
■ Force hydraulique	926 GWh	72.0%
■ Centrales thermiques	341 GWh	26.5%
■ Nouvelles énergies renouvelables NER	19 GWh	1.5%

2024



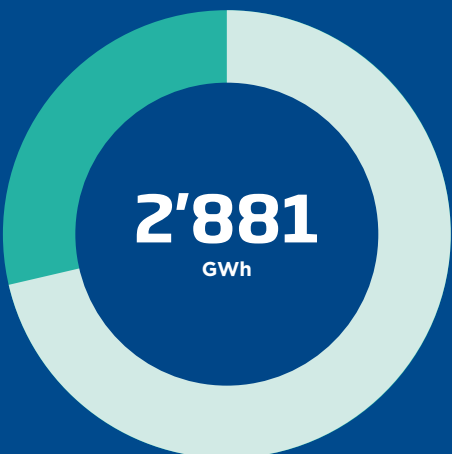
■ Force hydraulique	1'092 GWh	83.8%
■ Centrales thermiques	193 GWh	14.8%
■ Nouvelles énergies renouvelables NER	18 GWh	1.4%

Distribution d'électricité 2025



■ Consommation de la clientèle directe	2'141 GWh
■ Consommation de la clientèle distributrice	724 GWh

2024



■ Consommation de la clientèle directe	2'140 GWh
■ Consommation de la clientèle distributrice	741 GWh

Nombre de collaborateur·rice·s

2'304

Nombre d'apprenti·e·s

210

Taux de rotation volontaire
(turnover)



Nombre d'accidents
professionnels



Chaleur distribuée grâce aux
réseaux de chauffage à distance

339 GWh

Installations photovoltaïques
installées par Groupe E

596

Pompes à chaleur
installées par Groupe E

305

Chantiers réalisés dans la
technique du bâtiment et les
infrastructures

28'000

Coupures ≥ 3 min, avec clientèle indirecte*

SAIDI (minutes)

Indice
Groupe E

18.81

Indice moyen
suisse (ElCom)

21

SAIFI (occurrence)

Indice
Groupe E

0.45

Indice moyen
suisse (ElCom)

0.34

*Chiffres 2024. Méthode selon les directives de l'ElCom. Les indices 2025 ne seront disponibles qu'en automne 2026. La publication de l'ElCom est anonyme. Seul l'indice moyen suisse est annoncé. Ces indicateurs ne sont pas comparables avec ceux de tous les GRD suisses. Conditions pour comparaison: même nombre de client·e·s, même densité de client·e·s, même zone d'habitation. Ces indicateurs sont fortement influencés par des causes externes non-maîtrisables de l'entreprise (provoquées par des tiers).

PRODUCTION ET DISTRIBUTION

Quand Paris devint la ville lumière

L'ordonnance de Louis XIV datant de 1667 en France est à l'origine du déploiement de l'éclairage public dans les rues parisiennes. Des milliers de lanternes y sont installées et allumées la nuit entre le 1^{er} novembre et le 1^{er} mars. Le roi Soleil célèbre cette réussite en faisant frapper une médaille quelques années plus tard (Urbis securitas et nitor, la sécurité et la netteté de la ville).



Évolutions et défis du système énergétique

En 2025, une météo contrastée a influencé la production hydroélectrique, confirmant la nécessité de poursuivre le développement des énergies renouvelables. Parallèlement, le contrat avec la société ENAG sécurise la fourniture d'électricité à notre clientèle au bénéfice de l'approvisionnement de base, tandis que le réseau poursuit son renforcement.

Les conditions météorologiques irrégulières de 2025 ont influencé de manière différenciée les ouvrages hydroélectriques de Groupe E. Certaines centrales du canton de Fribourg ont bénéficié d'un excédent de précipitations durant plusieurs périodes. À l'inverse, les installations alimentées par des bassins versants plus secs, en particulier en Valais et

localement dans le Jura neuchâtelois, ont enregistré des débits plus faibles que prévu. La production hydroélectrique totale pour l'année 2025 atteint 926 GWh, contre 1'092 GWh en 2024.

Groupe E ambitionne d'accroître la production hydroélectrique, en particulier en hiver. Ainsi, en 2025,

le projet du Chummensee en Valais est entré dans une phase concrète grâce à un partenariat solide entre GKW, FMV et les communes de Grengiols et Binn, avec le lancement des études de faisabilité.

Dans le Val-de-Travers, la prospection de l'Areuse souterraine a débuté aux côtés de l'Institut suisse de spé-

l'éologie et de karstologie (ISSKA), première étape vers un projet pouvant produire jusqu'à 32 GWh par an, majoritairement en hiver.

En ce qui concerne le projet Schiffenen-Morat, les travaux se sont concentrés sur la poursuite des études environnementales qui dureront jusqu'à fin 2027.

En outre, le contrat conclu avec la société suisse ENAG sécurise la fourniture hivernale à notre clientèle au bénéfice de l'approvisionnement de base. Depuis 2025, le groupe bénéficie de près de 25 MW/an d'électricité disponible en continu, au lieu de 5 MW auparavant. La société ENAG s'approvisionne auprès d'Électricité de France (EDF) via un portefeuille composé de centrales nucléaires.

Projets éoliens - mesures renforcées et transparence accrue

En 2025, deux projets éoliens ont connu des avancées significatives. Sur le Mont Sujet (BE), les premières mesures de vent issues du mât installé à la fin 2024 confirment un potentiel intéressant, permettant de lancer une nouvelle série d'études techniques, environnementales et paysagères. L'année a également marqué une étape importante en matière de transparence: site web, accès public aux données de vent en temps réel et séance d'information afin de clarifier les étapes du projet et les méthodes d'analyse.

Dans la commune de Sennwald (SG), un mât de mesure a été installé à l'automne 2025. Cette étape marque le début officiel de la phase de planification d'un futur parc éolien ré-

gional, projet porté par la commune, EW Sennwald, SAK et Groupe E Greenwatt SA.

La tempête Benjamin met le réseau à rude épreuve

Fin octobre, la tempête Benjamin a provoqué des dégâts importants sur le réseau, particulièrement dans le canton de Neuchâtel. Des coupures ont touché plusieurs milliers de clients, mais le courant a pu être rétabli rapidement grâce à la mobilisation des équipes, par des interventions directes, l'isolation de tronçons et l'installation de quatre génératrices.

Le réseau continue sa mutation

Le déploiement des compteurs intelligents s'est intensifié, avec plus de 169'000 smart meters installés jusqu'à la fin de l'année 2025. Ils per-

Installé en 2024 sur le Mont Sujet (BE), le mât de mesures des vents fournit des résultats encourageants.

Hydrogène à Schiffenen: une dynamique positive

La production d'hydrogène vert est portée par une collaboration efficace avec Carbagas pour la commercialisation, la logistique et la qualité du produit. La demande augmente grâce aux besoins de décarbonation industrielle et au soutien de la stratégie fédérale, tandis que de nouveaux clients sont en cours d'acquisition.



mettent à la clientèle de visualiser sa consommation et sa production d'électricité, et à Groupe E d'améliorer l'intégration des énergies renouvelables.

L'électrification des usages — mobilité électrique, pompes à chaleur, production solaire — exige un renforcement des infrastructures. Le réseau compte désormais près de 3'263 transformateurs et environ 150 nouveaux appareils sont commandés chaque année pour répondre aux extensions et remplacer les équipements.

Enfin, plusieurs projets structurants, comme le renouvellement en 2026 du poste d'interconnexion avec le réseau de Swissgrid de Galmiz, préparent le réseau de demain.

Les défis du solaire: pilotage, ajustement et adaptation du réseau

L'expérience du parc solaire de la Boverie à Payerne, qui fête ses dix ans en 2025 avec une production supérieure aux prévisions, illustre parfaitement les défis posés par la croissance du photovoltaïque. Produire beaucoup n'est plus le seul enjeu: il faut désormais gérer cette énergie de manière intelligente.

Le premier défi est le pilotage. En 2025, Groupe E a renforcé cette capacité avec le système PV-Pilot, qui permet de piloter près de 9 MWp (mégawatts peak) répartis sur plusieurs grandes installations.

Le deuxième défi concerne l'ajustement de l'injection pour les nouvelles installations. La nouvelle réglementation limitant dès 2026 l'injection

à 70% de la puissance installée est une incitation à optimiser l'auto-consommation, mettre en place des systèmes de gestion de l'énergie, voire du stockage, afin de valoriser au mieux la production solaire tout en évitant les congestions du réseau.

169'000

compteurs intelligents
installés par Groupe E



CHAUFFAGE ET FROID

Le gaz, source d'énergies

L'éclairage public au gaz connaît ses balbutiements en Suisse dans la première moitié du 19^e siècle. En 1861, selon un article paru dans le Chroniqueur le 20 février, la ville de Fribourg s'engage à signer une convention pour l'introduction de l'éclairage au gaz avec un minimum de consommation de 230'000 heures par année servant à alimenter entre 160 et 170 becs pour un prix de cinq ct./heure, portant la dépense totale à environ 11'500 CHF.



Une année clé pour le déploiement des réseaux de chaleur

En 2025, Groupe E renforce sa stratégie de distribution de chaleur. Extension des réseaux, stockage innovant et pompes à chaleur et froid renouvelables façonnent un système énergétique. Ces projets structurants offrent à la clientèle des solutions performantes et durables dans la région.

L'année sous revue est marquée par des projets structurants: nouvelles centrales, projet de stockage souterrain, valorisation accrue de chaleur fatale (énergie thermique résiduelle) et évaluation d'opportunités de production de capacités supplémentaires de biogaz. Le portefeuille de réseau poursuit sa croissance, avec 31.8 km de conduites supplémentaires et une fourniture totale de 339 GWh, dont 80% issus d'énergies renouvelables. Ces initiatives ont permis d'éviter 65'000 t_{eq}CO₂.

CAD Fribourg – vers une chaleur 100% renouvelable

Le CAD Fribourg progresse vers un approvisionnement 100% renouvelable d'ici 2049. Les centrales de PLACAD et Englisberg, fondées sur la valorisation de la Sarine et du lac de Schiffenen, fourniront plus de

130 GWh. Le chantier PLACAD franchit une étape déterminante avec la fin du gros œuvre, la mise en service des chaudières d'appoint et l'installation d'éléments hydrauliques préfabriqués. La liaison vers la Maigrauge avance dans le but de capter l'énergie de la Sarine. En parallèle, le projet de cavernes de stockage d'eau chaude, une première en Suisse qui vise à lisser la production et optimiser les énergies renouvelables, a démarré.

CAD Kerzers – liaisons achevées, place à la desserte du village

À Kerzers, la centrale alimentée à 90% par des plaquettes locales ouvre une nouvelle phase: l'extension du réseau jusqu'au Papiliorama. Ce tronçon stratégique permet le raccordement progressif des bâtiments du village et lance la densification du CAD.

CAD Entre-deux-Lacs – déploiement des réseaux

Le réseau Entre-deux-Lacs continue de se développer. Cornaux-Cressier augmente régulièrement sa puissance livrée. Le projet Laténa progresse grâce à l'obtention des servitudes, à la pose d'un kilomètre de conduites au sein de la raffinerie et de deux kilomètres supplémentaires dans les infrastructures routières. La centrale de secours II avance selon le planning. Les signatures de contrat avancent bien avec des mises en service des raccordements prévus entre 2026 et 2027.

Le froid – une nouvelle dimension énergétique

La production de froid renouvelable prend une dimension stratégique: valorisation de chaleur excédentaire, pompes à chaleur industrielles et réseaux combinés ouvrent la voie à un système énergétique plus intégré, intelligent et équilibré.



Gaz – stabilité et avantage client

Le marché du gaz retrouve une stabilité des prix bienvenue. Groupe E a réduit ses tarifs en 2025 de 17% en moyenne, un bénéfice direct pour la clientèle et le résultat d'une gestion maîtrisée des approvisionnements.

Groupe E Celsius a également mis en place des initiatives pour accompagner et contrôler la migration des clients gaz vers des solutions énergétiques plus durables proposées par le groupe, dans un contexte de baisse continue de cette clientèle.

Plusieurs projets individuels ont été analysés afin de compléter la production actuelle de biogaz, contribuant ainsi au renforcement de la production d'énergie renouvelable sur le territoire fribourgeois et à la garantie d'un approvisionnement énergétique sûr.

La centrale d'Englisberg utilisera l'eau du lac de Schiffenen comme source de chaleur.

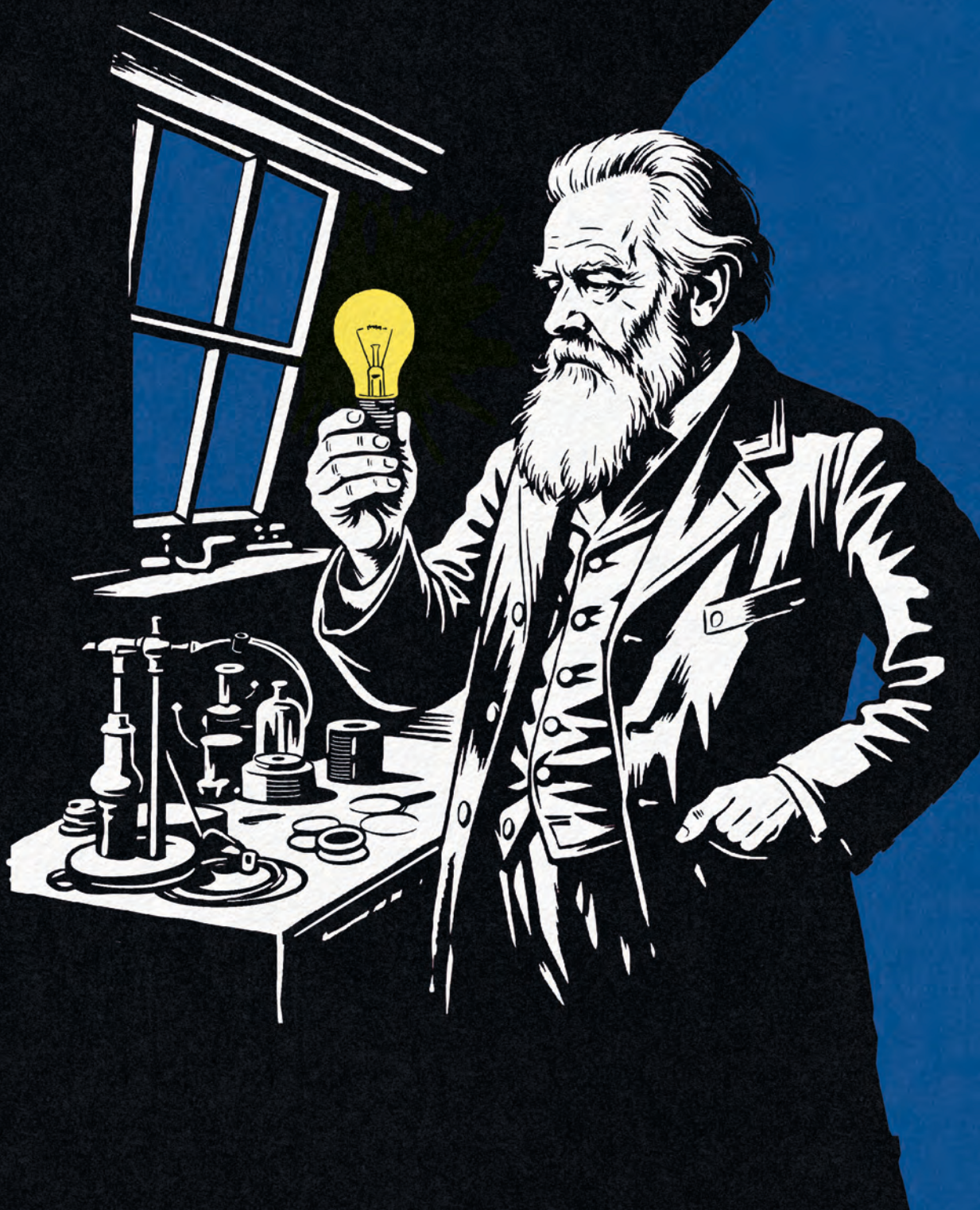
100%

Le taux d'énergie renouvelable que vise le CAD Fribourg d'ici à 2049.

INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'invention qui marque un tournant

En 1880, Joseph Swan dépose le brevet de son ampoule à incandescence précédant de peu Thomas Edison. En 1883, les deux concurrents s'associent et créent l'entreprise Ediswan (Edison & Swan United Electric Light Company).



Technique du bâtiment et services énergétiques

En 2025, la Direction Technique et infrastructures (DTI) a repensé son organisation afin de s'adapter au marché. Cette transformation, accompagnée par un plan social responsable, permettra à la direction de gagner en autonomie et se rapprocher de sa clientèle.

Pour améliorer sa compétitivité, Groupe E a revu la gouvernance et l'organisation de la DTI. La création de la holding Groupe E Tech SA, opérationnelle en 2026, réunit les entités techniques avec une structure unifiée, offrant davantage d'autonomie, de proximité client et de capa-

cité d'innovation. La nomination de Philippe Curty à la direction garantit la continuité du pilotage de cette nouvelle organisation, qui consolide la position du groupe dans les infrastructures, les installations techniques et les solutions énergétiques en Suisse romande.

Évolution des marchés

Le marché privé des installations photovoltaïques ralentit en 2025 en raison d'incertitudes réglementaires et d'une prudence accrue des ménages. Groupe E maintient son rôle auprès des particuliers et PME grâce à une offre intégrée. Après plusieurs années de croissance, le marché des pompes à chaleur domestiques marque une pause dans un contexte économique incertain et de prix élevés de l'électricité, mais la technologie continue de séduire les secteurs industriel et tertiaire.

Gestinergie 4.0: la digitalisation des services communaux

En 2025, Gestinergie 4.0 poursuit son essor avec l'intégration d'Estavayer-le-Lac et de plusieurs communes supplémentaires. À la fin de l'année, 17 plateformes totalisent 15'000 comptes clients. La solution s'impose comme un outil central pour la gestion numérique des services communaux.

Tunnel des Evouettes, une infrastructure clé pour le Chablais

La DTI a réalisé cinq lots du tunnel de contournement des Evouettes (VS), couvrant alimentation, éclairage, ven-

Préfabrication, un levier d'efficacité et de qualité

En 2025, Groupe E a renforcé ses activités de préfabrication, une approche encore peu répandue dans la construction, mais offrant des gains importants en qualité, sécurité et rapidité d'exécution. La fabrication en atelier d'éléments standardisés comme des pieuvres électriques, les modules de chauffage de la centrale PLACAD, des kits prémontés pour les infrastructures routières permettent d'accélérer les chantiers, de réduire les interventions et d'assurer une qualité constante grâce à des conditions de production contrôlées.



Le tunnel des Evouettes (VS), un projet clé pour la mobilité du Chablais

tilation et sécurité. De fin 2024 à mai 2025, 20 km de câbles et huit km de fibre optique ont été posés sur ce projet majeur pour la mobilité du Chablais.

Düdingen modernise son éclairage public

La Commune de Düdingen a rénové son éclairage public en remplaçant 313 lampes à vapeur de sodium par des LED intelligentes pilotables à distance. Le dispositif comprend une extinction partielle entre minuit et cinq heures, contribuant à l'efficacité énergétique et à la réduction de la pollution lumineuse.

Takeda, un troisième champ photovoltaïque majeur pour Groupe E

Le champ solaire Takeda, mis en service sur les hauts de Neuchâtel, dépasse 3.5 MW et est entièrement dédié à l'autoconsommation industrielle. Cette troisième installation photovoltaïque d'envergure réalisée par Groupe E a mobilisé les compétences internes de la conception à la mise en service.

Renforcement de l'usage de la modélisation numérique BIM

Le recours accru au Building Information Modeling (BIM) a également marqué l'année. Cette méthode améliore la coordination entre métiers, la gestion des interfaces techniques et la précision de la planification. Sur le projet Agroscope à Posieux, la modélisation 3D a permis d'orchestrer effi-

cacement les installations électriques réalisées par Groupe E, incluant tableaux, éclairage, raccordements spécifiques, paratonnerre et protection contre la foudre.

313

Le nombre de lampes à vapeur de sodium remplacées par des LED intelligentes pilotables à Düdingen.

SOLUTIONS GLOBALES

Des villes brillantes

Le label « Cité de l'énergie » distingue les villes et communes développant des mesures exemplaires dans leur politique énergétique et climatique. La première labellisation est attribuée à la ville de Schaffhouse en 1991 par le Conseiller fédéral Adolf Ogi. Fin 2025, 484 cités détiennent le label.



Une rénovation énergétique alliant performance et défis techniques

En 2025, nos activités dans les solutions énergétiques globales se multiplient, mobilisant notre expertise en ingénierie, efficacité énergétique et gestion de grands projets. Au Mouret (FR), l'institut Les Peupliers illustre cette dynamique.

En tant qu'assistant à maître d'ouvrage, nous avons orchestré l'ensemble de la rénovation énergétique de l'établissement socio-éducatif fribourgeois, comprenant un bâtiment du 19e siècle, rénové en 1910 et étendu dans les années 1970.

Le défi principal: coordonner des interventions techniques complexes sur ce bâti historique tout en maintenant la continuité de vie pour les résidentes et résidents. Entre février et décembre 2025, nos équipes ont piloté la gestion du projet, l'ingénierie, l'efficacité énergétique, les installations électriques générales et les solutions de recharge, en coordination avec nos partenaires externes. Les dernières finitions seront achevées au début 2026.

L'évolution de classes énergétiques témoignent de l'ampleur de la transformation: l'efficacité de l'enveloppe passe de F à C, l'efficacité énergétique globale de D à B, et les émissions directes de CO₂ de G à A.

Des interventions ciblées et performantes

Deux chaudières à pellets de 100 kW, alimentées par du bois local, remplacent désormais la chaudière à mazout et les deux citernes de 30'000 litres. De plus, un crépi isolant et une isolation thermique réduisent les déperditions.

Côté production électrique, 375 m² de panneaux photovoltaïques (88 kW) ont été posés, avec une autoconsommation maximisée. Cinq doubles bornes de recharge MOVE Mobility, accessibles au personnel, résidents et public externe, complètent les installations.

Après des ajustements lors de la mise en route des nouvelles installations, nos ingénieur·e·s en efficacité énergétique vont suivre et optimiser le fonctionnement des installations, tandis que nos équipes de Facility Management en assurent l'exploitation et la maintenance.

Un modèle reproductible pour le secteur social

Ce projet démontre la faisabilité de notre approche par contrat de performance énergétique. Le budget de 2.6 MCHF a été respecté, avec 248'500 CHF de subventions obtenues (Programme Bâtiments, ECAB).

En 2025, d'autres projets d'envergure ont mobilisé nos équipes, notamment la mise en service des installations énergétiques de blueFACTORY à Fribourg, le développement du quartier industriel de La Maillarde à Romont avec la livraison de froid, ou encore la réalisation d'un concept énergétique global pour l'EMS de Sorens.

180 TEQCO₂

évités chaque année grâce à la rénovation énergétique de l'institut Les Peupliers.

MÉTIERS

Le falotier

« Quand il allume son réverbère, c'est comme s'il faisait naître une étoile de plus, ou une fleur. »

Le Petit Prince, Antoine de Saint-Exupéry

Le métier d'allumeur de réverbères ou falotier (du mot « falot », soit une grande lanterne) n'a eu de cesse d'évoluer au gré des techniques d'éclairage public et des périodes historiques (Première Guerre mondiale ici) avant de disparaître avec la généralisation de l'électrification.



Une année marquée par une restructuration d'envergure

Groupe E fait évoluer ses métiers pour répondre aux défis du marché : réorganisation, montée en compétences et engagement pour la formation professionnelle.

En avril 2025, Groupe E réorganise les succursales de sa Direction Technique et infrastructures (DTI) dans le Jura bernois, les cantons du Jura, de Neuchâtel, Vaud, Fribourg et du Valais pour améliorer sa rentabilité, l'entreprise étant confrontée à un fort ralentissement du marché des installations photovoltaïques et des pompes à chaleur ainsi qu'à un manque de rentabilité sur les très grands chantiers. Au nombre de 188, les licenciements initialement annoncés ont pu être réduits à 168 à l'issue de la consultation. Un plan social élaboré avec les partenaires sociaux, les commissions et représentations du personnel, a été mis en place.

Création de Groupe E Tech SA

En septembre, Groupe E poursuit la réorganisation de la DTI avec la création de la holding Groupe E Tech SA. Cette nouvelle organisation inclut le transfert au 1^{er} janvier 2026 de 33 personnes des directions Ressources humaines et Finances et informatique de Groupe E SA vers la holding de Groupe E Tech SA. En outre, dix personnes de la Direction

Solutions énergies et 25 personnes de Groupe E Connect SA ont été transférées vers Groupe E Entretec SA. La suppression de six postes a également été annoncée.

Employeur responsable et accompagnement individuel

Conscient de l'impact humain de ces deux phases de réorganisation et eu égard à sa responsabilité sociale, Groupe E a souhaité en diminuer les effets en offrant un accompagnement sur mesure à chaque personne concernée : remplacement au sein du groupe, soutien au reclassement, reprise d'activités externes, mesures de préretraite, soutien à la création d'entreprise, etc.

Entreprise formatrice

Groupe E emploie 210 apprenti·e·s dans 15 professions. En été 2025, 71 talents ont obtenu leur CFC et 73 jeunes débutaient leur apprentissage. En septembre, Groupe E décroche le label «TOP Entreprise Formatrice» (niveau 1). Grâce à ce programme, les équipes renforcent leurs compétences méthodolo-

giques et sociales pour l'encadrement des apprenti·e·s.

Certificat d'égalité salariale pour Groupe E Celsius

En 2025, Groupe E Celsius SA a obtenu le certificat Advanced en matière d'égalité salariale. Groupe E SA est également distinguée. Par ailleurs, Groupe E Connect SA et Groupe E Arc SA disposent d'attestations d'égalité salariale et l'entreprise a signé la «Charte pour le respect de l'égalité salariale dans les organisations proches du secteur public».

À la fin 2025, le nombre de collaboratrices et collaborateurs se monte à 2'304 personnes.

210

apprenti·e·s sont employés chez Groupe E dans 15 professions.

Gouvernance d'entreprise

En matière de gouvernance, Groupe E tient compte du « Code suisse de bonnes pratiques pour la gouvernance d'entreprise ».

STRUCTURE DU GROUPE ET ACTIONNARIAT

Groupe E est une société anonyme de droit privé au sens des articles 620 et suivants du Code des obligations, avec siège social à Granges-Paccot. Personne morale indépendante de droit privé, mais néanmoins très majoritairement en mains publiques (lire « Structure de l'actionnariat » ci-dessous), Groupe E est constitué de ses organes légaux, statutaires et réglementaires que sont l'Assemblée générale, le Conseil d'administration et ses comités, le Directeur général et la direction générale du groupe, ainsi que de l'Organe de révision.

PARTICIPATIONS

Groupe E se caractérise par sa structure de société verticalement intégrée. Historiquement présente tout au long de la chaîne du produit électricité, de sa production à sa distribution, en passant par sa commercialisation, l'entreprise, de façon directe ou indirecte par les sociétés du groupe, propose actuellement une gamme complète de produits et de services en matière d'énergie (électricité, chaleur, froid et gaz). Cela concerne des domaines aussi variés que les installations et tableaux électriques, les infrastructures, l'efficacité

énergétique, les énergies renouvelables, le chauffage, la ventilation, la climatisation, la mobilité électrique, l'ingénierie et l'entretien d'installations techniques. Pour le détail des participations, voir la note 32 de l'annexe aux comptes consolidés « Périmètre de consolidation », aux pages 56 et 57.

Structure de l'actionnariat au 31 décembre 2025

	Nombre d'actions	en%
État de Fribourg	5'520'000	80.29
Autres investisseurs institutionnels	550'000	8.00
Groupe E (propres actions)	372'198	5.41
État de Neuchâtel	171'875	2.50
Viteos	127'050	1.85
Communes neuchâteloises	57'450	0.84
Personnel de Groupe E	44'802	0.65
Banque Cantonale Neuchâteloise	25'000	0.36
Société électrique du Val-de-Travers	6'625	0.10
Total	6'875'000	100.00

Le capital-actions de Groupe E est ouvert au personnel du groupe. Les collaboratrices et collaborateurs ainsi que les membres de la direction générale du groupe et du Conseil d'administration ont ainsi la possibilité d'acquérir des actions à un prix préférentiel.

Membres du Conseil d'administration



Pierre Varenne
PRÉSIDENT

- Membre depuis 2017
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1958
- Citoyen suisse et français
- Diplôme d'ingénieur de l'École Supérieure d'Électricité - SUPELEC (France)

ACTUELLEMENT

- Consultant indépendant en management de l'innovation
- Vice-président d'EOS Holding SA
- Administrateur de Groupe E Celsius SA

2006 - 2020

- Directeur de Michelin Recherche et Technique SA



Paul-Albert Nobs
VICE-PRÉSIDENT

- Membre depuis 2011
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1955
- Citoyen suisse
- Ingénieur électricien dipl. EPFL

ACTUELLEMENT

- Président du Conseil de fondation de l'Hôpital J. Daler
- Vice-président du Restoroute Lully
- Administrateur de Groupe E Celsius SA

1995 - 2020

- Directeur général de Cremo SA



Yasmine Calisesi Arzner
MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Née en 1971
- Citoyenne suisse et italienne
- Docteure ès sciences (physique) de l'Université de Berne

ACTUELLEMENT

- Directrice opérationnelle du Centre de l'Energie (CEN) de l'EPFL
- Membre du comité directeur de Minergie



Olivier Curty
MEMBRE

- Membre depuis 2017
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1972
- Citoyen suisse
- Licencié en sciences politiques de l'Université de Lausanne, titulaire d'un Master of Advanced European Studies de l'Université de Bâle et d'un diplôme en relations extérieures de l'Université de Kent à Canterbury

ACTUELLEMENT

- Conseiller d'État fribourgeois, Directeur de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle
- Président de la Commission Europe de la Conférence des gouvernements cantonaux
- Membre notamment du comité de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'énergie (CDEn) et du comité de la Conférence des chefs des départements cantonaux de l'économie publique (CDEP)
- Président de l'Établissement cantonal de promotion foncière (ECPF)
- Vice-président de Bluefactory Fribourg - Freiburg SA

Tous les membres du Conseil d'administration sont élus par l'Assemblée générale, les statuts ne prévoyant pas de droit de délégation de membres en faveur des corporations publiques actionnaires, ni de droit de représentation pour certains actionnaires ou catégories d'actionnaires. Néanmoins, l'Assemblée générale tient compte d'une représentation du personnel de Groupe E, en y nommant un de ses représentants.



Pierre-Alain Egger
MEMBRE

- Membre depuis 2012
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1964
- Citoyen suisse
- Monteur-électricien avec brevet fédéral de contrôleur électricien

ACTUELLEMENT

- Responsable du contrôle des installations à basse tension chez Groupe E
- Vice-président de la Commission de prévoyance Groupe E et membre de la Commission du personnel Groupe E
- Membre du Conseil général et de la Commission financière de la commune de Prez



Nicolas Kolly
MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1986
- Citoyen suisse
- CFC de mécanicien avec maturité professionnelle
- Master en droit de l'Université de Fribourg et brevet d'avocat

ACTUELLEMENT

- Avocat auprès de l'étude Avocats Associés Fribourg SA
- Conseiller national, membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)



Roger Nordmann
MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1973
- Citoyen suisse
- Licencié ès sciences politiques et économie politique de l'Université de Berne

ACTUELLEMENT

- Président de Planair SA et de l'Association Smart Grid Suisse

2004 - MARS 2025

- Conseiller national, membre de la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE)



Lionel Panchaud
MEMBRE

- Membre depuis 2023
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1978
- Citoyen suisse
- Licence ès sciences économiques de l'Université de Neuchâtel et diplôme d'expert-comptable

ACTUELLEMENT

- Responsable financier et secrétaire général adjoint du Département du développement territorial et de l'environnement du canton de Neuchâtel
- Administrateur de LNM NAVIGATION SA et LNM GASTRO SA

Pierre Oberson

Secrétaire hors conseil, membre de la direction générale de Groupe E et suppléant du Directeur général



Laure-Emmanuelle Perret

MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Née en 1976
- Citoyenne suisse et belge
- Experte scientifique dans le domaine de l'énergie et de la durabilité

ACTUELLEMENT

- Directrice de LMNT consultancy Sàrl
- Co-directrice de LightSeeds SA
- Administratrice de Migros Neuchâtel-Fribourg



Aline Vaglio Florentin

MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Née en 1979
- Citoyenne française
- Master en management (Audit & Finances) de l'ICN Ecole de Management de Nancy

ACTUELLEMENT

- Directrice finances et services et membre de la direction générale de l'Aéroport International de Genève

2010 – 2014

- Plusieurs fonctions au sein de la direction des finances des SIG



Thomas Wettstein

MEMBRE

- Membre depuis 2020
- Échéance du mandat 2026
- Né en 1971
- Citoyen suisse
- Docteur en sciences économiques et sociales de l'Université de Fribourg
- Formation en management auprès de la Harvard Business School (General Management Program) et IMD (Board Director)

ACTUELLEMENT

- Responsable IT Solutions chez Swisscom Business Customers
- Président de United Security Providers SA et camptocamp SA (mandats Swisscom)
- Administrateur de BESA QSys AG
- Vice-président de la Commission administrative de SVA Argovie

2014 – 2020

- CEO d'Avectris SA

2006 – 2013

- CIO de BKW AG

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Au cours de l'exercice sous revue, aucune modification n'est intervenue dans la composition du Conseil d'administration.

ORGANISATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément aux bonnes pratiques en matière de gouvernance d'entreprise, le Conseil d'administration a formé en son sein trois comités: le Comité stratégique, le Comité d'audit et des risques et le Comité de nomination et rémunération. L'auditeur interne est subordonné à la Présidente du Comité d'audit et des risques. En raison du contexte économique de l'entreprise, différents comités ad hoc se sont en outre réunis au cours de l'année 2025.

Comité stratégique

Il a pour rôle d'instruire et de formuler à l'intention du Conseil d'administration des recommandations sur la stratégie d'entreprise et les grandes orientations stratégiques de la société, notamment en matière d'alliances et de coopération technologique, industrielle et commerciale. Il veille à la cohérence de l'ensemble des démarches à caractère stratégique.

Président	Pierre Varenne
Membres	Yasmine Calisesi Arzner Olivier Curty Paul-Albert Nobs Roger Nordmann
Invité permanent	Directeur général
Secrétaire	Pierre Oberson, secrétaire général

Comité d'audit et des risques

Il assiste le Conseil d'administration dans l'exercice de ses responsabilités en matière de contrôle au sens le plus large du terme. Il est chargé de l'élaboration d'un programme d'audit à long terme comprenant toutes les activités de la société. Quatre domaines sont notamment placés sous sa surveillance:

1.	Reporting financier
2.	Contrôle interne et gestion des risques (risques d'entreprise et risques énergie) *
3.	Audit interne
4.	Organe de révision

* Le Comité d'audit et des risques évalue régulièrement la capacité de fonctionnement du système de contrôle interne (SCI) comprenant le processus de gestion des risques et les aspects liés à la conformité. Le SCI remplit les attentes du management comme celles du législateur.

Présidente	Aline Vaglio Florentin
Membres	Pierre-Alain Egger Paul-Albert Nobs Thomas Wettstein
Invités permanents	Directeur général Directeur Finances et informatique Auditeur interne
Secrétaire	Pierre Oberson, secrétaire général

Comité de nomination et rémunération

Il formule des préavis relatifs à la nomination du Directeur général, des membres de la direction générale, ainsi que du secrétaire du Conseil d'administration et de l'auditeur interne. Il formule également des préavis relatifs à la rémunération des membres du Conseil d'administration et du Directeur général, ainsi qu'à la politique de rémunération au sein de la société. Il a également comme rôle permanent de proposer ou préavisier les modifications du règlement d'organisation et des règlements des comités du Conseil.

Président	Nicolas Kolly
Membres	Lionel Panchaud Laure-Emmanuelle Perret Pierre Varenne
Invités permanents	Directeur général Directrice Ressources humaines
Secrétaire	Pierre Oberson, secrétaire général

RÉMUNÉRATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le total des indemnités versées aux membres du Conseil d'administration pour 2025 se monte à 614'000 CHF.

ORGANE DE RÉVISION

BDO SA, Villars-sur-Glâne (depuis 2017)

RÉVISEUR DES COMPTES CONSOLIDÉS

BDO SA, Villars-sur-Glâne (depuis 2017)

HONORAIRES DE L'ORGANE DE RÉVISION

Les honoraires versés à l'organe de révision durant l'exercice écoulé pour les prestations d'audit au sein du groupe se sont élevés à 332'410 CHF.

DÉLÉGATION DE LA GESTION DE LA SOCIÉTÉ

Conformément à la loi, aux statuts et au règlement d'organisation, le Conseil d'administration a délégué la gestion de la société au Directeur général.

Le Directeur général

Le Directeur général est chargé de mettre en œuvre la mission de l'entreprise dans le cadre stratégique décidé par le Conseil d'administration. Il assure le bon déroulement de toutes les activités en lien avec la réalisation de cet objectif. De plus, il représente le groupe à l'extérieur. Le Directeur général est également responsable de l'organisation et de l'exécution des tâches de la direction générale.

Il informe régulièrement le Conseil d'administration, respectivement les comités du Conseil, sur la marche de la société. En outre, il prépare les dossiers à soumettre pour décision au Conseil d'administration et les accompagne de son préavis. Il est également en charge de la communication. Les collaborateurs, la clientèle et le grand public sont informés de manière complète et transparente sous sa responsabilité.

La direction générale du groupe

La direction générale du groupe (DGG) compte dix membres (neuf à compter du 1^{er} janvier 2026). Elle est présidée par le Directeur général. La DGG est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et de la politique générale de l'entreprise définies par le Conseil d'administration. Elle soumet au Conseil d'administration et à ses comités les décisions à prendre. Ses membres proposent, planifient et concrétisent les actions qui en résultent. Toutes les décisions de la DGG sont prises avec l'assentiment du Directeur général.

Composition de la direction générale du groupe

Durant l'exercice sous revue, le Conseil d'administration a nommé M. Alain Sapin au poste de Directeur général et M. Philippe Curty au poste de Directeur général Technique et infrastructures (Directeur général de Groupe E Tech SA dès janvier 2026), à la suite des départs de MM. Jacques Mauron et Michel Beaud. M. Luciano Ponti, Directeur des Ressources humaines, est parti à la retraite, Mme Lauraine Ebener lui succède. Comme successeur de M. Sapin à la tête de la Direction Énergie électrique, le Conseil d'administration a nommé M. Johann Ruffieux. En janvier 2026, il a nommé Mme Petra Mösching pour succéder à M. Willy Zeller en tant que Directrice Finances et informatique. Elle entrera en fonction le 1^{er} mai 2026.

Direction générale du groupe

(état au 30 mars 2026)

Alain Sapin

DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Membre depuis 2002
- Né en 1966
- Citoyen suisse
- Diplôme d'ingénieur électricien EPFL;
docteur ès sciences techniques EPFL

ACTUELLEMENT

- Président de Groupe E Celsius SA, de Groupe E Tech SA, de Groupe E Greenwatt SA, des Forces Motrices de Conches S.A., d'Electra-Massa AG, de Verrivent SA et de BestPellet Wärme AG
- Vice-président des Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL) et de endigo Holding AG
- Administrateur-délégué de la Société des Forces Motrices du Châtelot SA
- Administrateur de SAIDDEF SA et de Kraftwerk Wysswasser AG

Pascal Abbet

DIRECTEUR CELSIUS

- Membre depuis 2020
- Né en 1962
- Citoyen suisse
- Ingénieur EPFL en mécanique et Master en ingénierie gazière de l'Ecole des Mines de Paris

ACTUELLEMENT

- Président de gpfr SA
- Administrateur de Gaznat SA Société pour l'Approvisionnement et le Transport du Gaz naturel et

renouvelable en Suisse Occidentale et de cc energie sa

- Membre du comité de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SSIGE)
- Membre de la Commission de l'énergie du canton de Fribourg

Jean-Claude Barras

DIRECTEUR SOLUTIONS ÉNERGIES

- Membre depuis 2018
- Né en 1968
- Citoyen suisse
- Diplôme d'ingénieur en mécanique/thermique HES;
formation postgrade en gestion d'entreprise

ACTUELLEMENT

- Président de Gérine Energies SA
- Administrateur de Sacao SA
- Membre du comité du Groupement industriel du canton de Fribourg

Fabrice Bonvin

DIRECTEUR DISTRIBUTION ÉLECTRICITÉ

- Membre depuis 2018
- Né en 1967
- Citoyen suisse
- Diplôme d'ingénieur électricien EPFL;
EMBA en Utility Management de l'Université de Fribourg

ACTUELLEMENT

- Président de ftth fr SA
- Administrateur de netplusFR SA, de

cc energie sa et de Spontis SA
- Membre du comité directeur de Regiogrid

Lauraine Ebener

DIRECTRICE RESSOURCES HUMAINES

- Membre depuis 2025
- Née en 1965
- Citoyenne suisse
- Master en sciences politiques de l'Université de Lausanne

ACTUELLEMENT

- Administratrice de CIFER SA

Pierre Oberson

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, SUPPLÉANT DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

- Membre depuis 2017
- Né en 1971
- Citoyen suisse
- Licencié en droit de l'Université de Fribourg; titulaire du brevet d'avocat; diplôme du Schweizer Kurse für Unternehmensführung/Université de Saint-Gall

ACTUELLEMENT

- Président d'Engreen SA, d'EnerBroye SA et de SOFRIPA SA
- Vice-président de Groupe E Tech SA, Groupe E Greenwatt SA et des Forces Motrices de Conches S.A.
- Administrateur d'EOS Holding SA, de Groupe E Celsius SA, de endigo Holding SA, de la Société des Forces Motrices du Châtelot SA, de

ValEole SA, de COMBA Energies SA, de St-Paul Médias SA, de Chauffage Bois-Energie Anzère CBA SA, ainsi que Président de SI Orion SA

- Membre de la Commission de l'énergie des cantons de Fribourg et Neuchâtel

Johann Ruffieux

DIRECTEUR ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

- Membre depuis 2025
- Né en 1975
- Citoyen suisse
- Diplôme d'ingénieur ETS en télécommunications de l'école d'ingénieurs de Fribourg et Master en informatique (eduswiss, EPFL, Université de Berne)
- EMBA en management intégré de la HEG de Fribourg
- DAS en Commodity Trading de l'Université de Genève et SUISENÉGOCE

ACTUELLEMENT

- Président de Cinelec SA
- Administrateur de cc energie sa, de la Société électrique du Val-de-Travers S.A. et de ENAG Energiefinanzierungs AG

Urs Vogt

DIRECTEUR MARKETING

- Membre depuis 2017
- Né en 1966
- Citoyen suisse
- Diplôme d'ingénieur électricien EPFZ; EMBA en management des technologies de la HEC de Lausanne

ACTUELLEMENT

- Président de cc energie sa
- Administrateur de netplusFR SA et d'Oléoduc du Jura Neuchâtelois S.A.

Christophe Grandjean

DIRECTEUR FINANCES ET INFORMATIQUE (AD INTERIM)

- Membre depuis 2025
- Né en 1981
- Citoyen suisse
- Expert-comptable diplômé et économiste d'entreprise HES

ACTUELLEMENT

- Président de la Caisse de pension Energie (CPE)
- Membre du groupe de travail de l'AES sur la Comptabilité et reporting des sociétés de partenaires selon Swiss GAAP RPC

Martine Schmidt

Secrétaire de la direction générale du groupe

Invité à la direction générale du groupe :

Philippe Curty

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE GROUPE E TECH SA

- Membre depuis 2025
- Né en 1973
- Citoyen suisse
- CFC de monteur-électricien; diplôme fédéral d'économiste d'entreprise

ACTUELLEMENT

- Président de la section romande de l'Union suisse d'automation et des tableaux électriques
- Membre de la commission de l'énergie de la commune de Crésuz

RÉMUNÉRATION DE LA DIRECTION

Le total des rémunérations octroyées pour l'année 2025 aux membres de la direction générale, qui comptait dix membres au 31 décembre 2025, se monte à 3'822'654 CHF. Ce montant inclut le salaire qui a été versé à l'ancien Directeur général durant son délai de congé, alors que le nouveau Directeur général était déjà entré en fonction. Les 50% des indemnités provenant de mandats de représentation de Groupe E auprès de sociétés tierces sont versés à la société.

GESTION DES RISQUES

À travers ses activités, toute entreprise s'expose à des événements, à la fois sources de risques mais aussi d'opportunités, qui peuvent tout aussi bien compromettre que faciliter l'atteinte des objectifs fixés.

Convaincu de l'importance de ces enjeux, Groupe E s'appuie sur une gestion des risques holistique, structurée et prospective pour identifier, évaluer et traiter les risques et promouvoir les opportunités. Les principes de cette gestion des risques sont déclinés dans une politique générale, applicable à l'ensemble des sociétés du groupe.

Organisation

Le Conseil d'administration fixe la stratégie et l'appétit aux risques en s'inspirant des valeurs du groupe. Le Comité d'audit et des risques s'assure périodiquement que les principaux risques sont correctement identifiés, gérés et portés à sa connaissance, puis formule à l'attention du Conseil d'administration un préavis sur le fonctionnement du processus en la matière. Le secrétaire général dirige la gestion des risques du groupe. Le responsable de la gestion des risques assure la définition, l'actualisation et la mise en œuvre de la politique de gestion des risques pour l'ensemble des activités du groupe.

Les directions sont responsables de la gestion de leur portefeuille de risques, alors que le responsable de la gestion des risques gère les risques transversaux du groupe, procède à l'agrégation de l'ensemble des portefeuilles de risques et élabore un rapport semestriel présentant les risques clés à l'attention du Conseil d'administration.

Modèle de gestion des risques

Le modèle de gestion des risques se base sur le cadre COSO ERM et est également inspiré de la norme

ISO 31000. La gouvernance et la culture d'entreprise de Groupe E constituent ainsi le fondement structurel sur lequel peut s'appuyer l'ensemble du dispositif de gestion des risques et du contrôle interne. Les risques, rattachés aux objectifs du groupe, sont classés selon leur nature en cinq domaines: stratégie, activités opérationnelles, reporting, conformité et cas de force majeure. Les risques sont évalués selon leur probabilité d'occurrence et leur impact (humain, environnemental, financier ou d'image) éventuel en cas de réalisation. Les stratégies de mitigation du risque permettent ensuite de réduire le risque résiduel dans les limites de tolérance définies par le Conseil d'administration.

La gestion des risques couvre notamment les risques financiers, comme l'évolution des volumes et des prix de l'énergie, des taux de change et des taux d'intérêt (risques de marché), ainsi que la qualité financière des clients et fournisseurs (risques de crédit/contrepartie). Ces risques, principalement liés aux portefeuilles énergétiques, sont mesurés quotidiennement selon la gestion quantitative des risques et comparés à des limites définies. Le cas échéant, des actions correctives sont décidées et mises en œuvre. Les risques énergie font l'objet mensuellement d'un rapport au Comité des risques énergie et trimestriellement d'une synthèse au Conseil d'administration.

La gestion des risques couvre également les risques ayant trait à la sécurité des personnes et des biens, à la conformité légale (avec une attention particulière portée à l'évolution des dispositions régissant les marchés de l'énergie), aux technologies de l'information et des communications et, de manière générale, au fonctionnement des processus.

Commentaires financiers	32
Comptes consolidés	34
Comptes annuels de Groupe E SA	62

RAPPORT FINANCIER

Commentaires financiers

UNE ANNÉE CHARNIÈRE

L'exercice 2025 du groupe a été marqué par les efforts de restructuration de la Direction Technique et infrastructures. La baisse significative de la demande dans le domaine des installations photovoltaïques et de pompes à chaleur, associée à une rentabilité structurellement sous pression dans ce domaine a conduit le groupe à prendre des mesures fortes mais nécessaires, sous la forme de fermetures de sites et de réduction d'effectifs.

Ces événements ne doivent pas occulter les succès du groupe dans son rôle d'acteur majeur de la transition énergétique. Notons par exemple les plus de 169'000 compteurs intelligents qui ont pu être déployés jusqu'à la fin de l'année 2025 ou encore le déblocage de procédures en matière de projets éoliens. Le groupe pose ainsi des bases solides pour la sécurité d'approvisionnement et le développement du système énergétique de demain.

Convaincu du bien-fondé de la décarbonation de nos modes de vie, le groupe poursuit sa stratégie d'investissements ciblés, mais constate à regret la baisse continue des moyens mis à disposition de la branche pour réaliser cette mission, notamment au travers de la dégradation des conditions-cadre.

RETOUR VERS LA NORMALITÉ SUR LES MARCHÉS DE L'ÉNERGIE

Après une période de forte croissance du chiffre d'affaires en raison des hausses tarifaires provoquées par les turbulences sur les marchés de l'énergie, l'année 2025 marque un retour à la normale. En conséquence, le chiffre d'affaires recule de 17.8% pour s'établir à 864 MCHF (1'051 MCHF en 2024), conséquence des baisses de tarifs annoncées pour 2025, tant de l'électricité que du gaz. De plus, le recentrage des activités dans le domaine de la technique et des infrastructures s'accompagne d'un repli ordonné du volume d'affaires.

Le retour à des conditions usuelles sur les marchés de l'énergie se traduit par une baisse significative des coûts d'approvisionnement de l'ordre de 142 MCHF, nettement perceptible au niveau des charges opérationnelles. Les mesures de restructuration prises en 2025, bien qu'assorties de coûts non négligeables, se reflètent dans l'évolution des charges de personnel, en repli de 6.7% à 266 MCHF. Malgré des réductions d'effectifs, le groupe peut encore compter sur la motivation de ses 2'304 collaboratrices et collaborateurs pour mener à bien sa mission.

Les mesures de redressement portent déjà leurs fruits sur l'exercice 2025, qui présente une performance opérationnelle en forte hausse avec un EBIT de 53 MCHF, contre seulement 12 MCHF en 2024. Bien que réjouissante, cette progression reste en-deçà des attentes et le groupe poursuit la mise en œuvre de mesures d'amélioration de la performance.

Les acteurs de la branche énergétique ont profité à nouveau en 2025 des bonnes conditions de marché. Ainsi, le résultat net bénéficie des bons résultats financiers réalisés par le groupe Alpiq. L'intégration en consolidation, au-travers de EOS Holding, apporte un profit de 31 MCHF au niveau de la quote-part aux résultats des sociétés associées (55 MCHF en 2024).

INVESTIR POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

Malgré la dégradation des conditions-cadre, et en particulier la baisse de la rémunération régulée des capitaux investis, le groupe poursuit ses investissements en faveur de la transition énergétique, conformément à sa stratégie. Cette orientation stratégique se traduit en 2025 par un volume d'investissements de 239 MCHF (en croissance de 31 MCHF) dans les infrastructures nécessaires à la décarbonation, dont principalement le réseau de distribution électrique et les installations de chauffage à distance.

Afin d'assurer les fonds nécessaires à la réalisation du plan d'investissements, le groupe a conclu avec succès en 2025 une deuxième levée de fonds obligataire de 250 MCHF, démontrant ainsi la robustesse de son modèle d'affaires et la confiance des investisseurs. L'endettement net du groupe évolue conformément à la planification.

À la clôture 2025, le total du bilan progresse de 5.5% pour s'établir à 3'295 MCHF, conséquence de la hausse des immobilisations corporelles (+8.2%). Avec une proportion de fonds propres de 68.5%, en légère baisse, la solidité du bilan est confirmée.

STABILITÉ DU DIVIDENDE

Le groupe souhaite maintenir un dividende stable, offrant ainsi une rémunération attrayante à ses actionnaires. Un dividende de 4.35 francs par action sera proposé à l'Assemblée générale.

PERSPECTIVES

Face aux enjeux de la branche énergétique, Groupe E dispose d'atouts indéniables lui permettant d'envisager l'avenir avec sérénité. La branche doit cependant composer avec un nombre croissant d'injonctions contradictoires, telles que des conditions posées par le cadre légal, incompatibles avec le rythme des investissements nécessaires à la transition énergétique.

Le groupe aborde donc l'année 2026 avec humilité, conscient que l'embellie constatée en 2025 doit être pérennisée et que le contexte impose une approche plus mesurée sur les investissements. Aussi, il anticipe une performance opérationnelle stable par rapport à 2025, bien que soumise aux effets défavorables des évolutions législatives.

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En kCHF	Note	2025	2024
Chiffre d'affaires	3	863'968	1'051'329
Propres prestations activées	4	62'767	63'571
Autres produits d'exploitation	5	11'968	9'204
Variation des stocks de produits finis et semi-finis et des travaux en cours		(3'769)	(2'506)
Total des produits d'exploitation		934'934	1'121'598
Achats et prestations de service	6	(478'891)	(674'166)
Charges de personnel	7	(265'640)	(284'823)
Autres charges d'exploitation	8	(45'344)	(69'175)
Total des charges d'exploitation		(789'875)	(1'028'164)
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		145'059	93'434
Amortissements sur immobilisations corporelles	15	(83'460)	(74'858)
Amortissements sur immobilisations incorporelles	16	(8'940)	(6'960)
Résultat opérationnel (EBIT)		52'659	11'616
Quote-part au résultat des sociétés associées	17	33'111	56'276
Résultat financier	9	16'926	18'049
Résultat avant impôts		102'696	85'940
Impôts sur le bénéfice	10	(6'356)	(601)
Résultat net de l'exercice		96'340	85'339
Attribuable:			
- Aux actionnaires		92'473	86'615
- Aux intérêts minoritaires		3'867	(1'276)

BILAN CONSOLIDÉ

ACTIFS (en kCHF)	Note	31.12.2025	31.12.2024
Actifs circulants		531'914	517'319
Trésorerie et équivalents de trésorerie		169'059	89'906
Créances financières à court terme		40'000	0
Créances résultant de livraisons et de prestations	11	177'110	223'499
Autres créances à court terme		23'191	18'194
Créances résultant de travaux en cours	12	25'671	36'420
Stocks	13	4'322	4'800
Comptes de régularisation actifs	14	92'562	144'499
Actifs immobilisés		2'763'243	2'607'107
Immobilisations corporelles	15	1'715'398	1'585'937
Immobilisations incorporelles	16	66'995	61'367
Participations dans des sociétés associées	17	562'342	533'759
Immobilisations financières	17	418'508	426'045
Total des actifs		3'295'157	3'124'425
PASSIFS (en kCHF)			
Capitaux étrangers à court terme		276'471	414'275
Dettes résultant de livraisons et de prestations	18	104'390	146'953
Engagements résultant de travaux en cours	12	32'560	40'523
Dettes financières à court terme	20	28'828	102'738
Autres dettes à court terme		22'709	25'468
Provisions à court terme	22	18'504	26'280
Revenus différés à court terme	21	4'772	4'717
Comptes de régularisation passifs	19	64'707	67'595
Capitaux étrangers à long terme		761'141	518'404
Dettes financières à long terme	20	541'982	291'618
Revenus différés à long terme	21	81'336	75'996
Provisions à long terme	22	41'933	54'772
Impôts différés passifs	23	95'890	96'018
Total des capitaux étrangers		1'037'612	932'679
Capitaux propres			
Capital-actions		68'750	68'750
Propres actions	24	(25'687)	(24'795)
Réserves provenant de primes		20'371	19'944
Écarts de conversion		(56'521)	(56'372)
Réserves provenant de bénéfices		2'166'651	2'103'362
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société mère		2'173'564	2'110'890
Part des intérêts minoritaires		83'981	80'856
Total des capitaux propres		2'257'545	2'191'746
Total des passifs		3'295'157	3'124'425

MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

En kCHF	Capital	Propres actions	Réserves provenant de primes	Écarts de conversion	Réserves provenant de bénéfices	Total (sans les minoritaires)	Parts des minoritaires	Total (y compris les minoritaires)
Solde au 01.01.2024	68'750	(24'310)	19'776	(62'783)	2'094'665	2'096'098	82'378	2'178'476
Variation des capitaux propres 2024								
Vente de propres actions	0	2'217	168	0	0	2'385	0	2'385
Achat de propres actions	0	(2'702)	0	0	0	(2'702)	0	(2'702)
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	86'615	86'615	(1'276)	85'339
Variation du périmètre	0	0	0	(164)	1'438	1'274	438	1'711
Écart de conversion	0	0	0	6'576	0	6'576	0	6'575
Dividendes	0	0	0	0	(28'391)	(28'391)	(686)	(29'077)
Variation propres actions des sociétés filles et réserves générales	0	0	0	0	6	6	2	8
Résultat des sociétés associées enregistré en fonds propres	0	0	0	0	(50'971)	(50'971)	0	(50'971)
Solde au 31.12.2024	68'750	(24'795)	19'944	(56'372)	2'103'362	2'110'890	80'856	2'191'746
Variation des capitaux propres 2025								
Reclassements	0	0	0	0	(133)	(133)	133	0
Vente de propres actions	0	1'876	427	0	0	2'302	0	2'302
Achat de propres actions	0	(2'768)	0	0	0	(2'768)	0	(2'768)
Résultat de l'exercice	0	0	0	0	92'473	92'473	3'867	96'340
Variation du périmètre	0	0	0	0	328	328	(186)	142
Écart de conversion	0	0	0	(149)	37	(113)	(3)	(116)
Dividendes	0	0	0	0	(28'393)	(28'393)	(687)	(29'080)
Variation propres actions des sociétés filles et réserves générales	0	0	0	0	27	27	0	27
Résultat des sociétés associées enregistré en fonds propres	0	0	0	0	(1'050)	(1'050)	0	(1'050)
Solde au 31.12.2025	68'750	(25'687)	20'371	(56'521)	2'166'651	2'173'564	83'981	2'257'545

Le montant des réserves non distribuables s'élève à 48'650 kCHF (48'119 kCHF en 2024).

Au 31 décembre 2025, le capital-actions émis est constitué de 6'875'000 actions nominatives d'une valeur nominale de 10 CHF chacune. La structure de l'actionnariat de Groupe E SA se trouve dans la section « Gouvernance d'entreprise » du rapport de gestion. Le montant prévu pour la distribution de dividendes se base sur le montant des fonds propres disponibles de la société mère Groupe E SA. Il est déterminé conformément aux prescriptions du Code suisse des obligations.

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ

En kCHF	Note	2025	2024
Résultat de l'exercice avant impôts		102'696	85'940
Ajustements pour:			
- Amortissements	15/16	84'908	75'640
- Pertes sur dépréciations d'actifs	15/16	7'492	6'178
- Suppression de dépréciation d'actifs	17	(106)	171
- Variation des provisions		24'114	47'083
- Quote-part au résultat des sociétés associées	17	(33'111)	(56'276)
- Résultat des cessions d'immobilisations		(8'403)	(548)
Résultat sur variation de périmètre	9	(3'483)	(940)
Intérêts nets versés	9	8'424	7'983
Impôts payés sur le bénéfice	10	(6'484)	(2'741)
Dividendes encaissés des sociétés associées	17	9'229	7'258
Flux de trésorerie avant variation du fonds de roulement		185'276	169'749
Variation du fonds de roulement		(24'302)	38'557
Flux de trésorerie relatifs à l'exploitation		160'974	208'306
Investissements en immobilisations corporelles	15	(235'781)	(189'153)
Subventions publiques liées à des actifs		2'335	1'095
Cessions d'immobilisations corporelles		17'304	1'031
Investissements en immobilisations incorporelles	16	(3'089)	(19'103)
Versements pour l'acquisition de parts minoritaires		(4'409)	(1'020)
Cession d'entités consolidées (moins liquidités cédées)		212	(5'929)
Investissements en immobilisations financières		(8'678)	(5'974)
Paievements provenant de désinvestissements d'immobilisations financières		11'076	4'752
Intérêts perçus	9	962	971
Flux de trésorerie relatifs aux investissements		(220'068)	(213'330)
Distribution de bénéfices aux actionnaires		(28'340)	(28'337)
Distribution de dividendes aux actionnaires minoritaires de filiales		(753)	(751)
Ventes/Achats de propres actions		(465)	(317)
Versements ou remboursements en capital des actionnaires minoritaires de filiales		0	969
Variations de propres actions de sociétés consolidées		0	(7)
Variation des engagements financiers à long terme		241'601	(348)
Variation des engagements financiers à court terme		(64'411)	9'276
Intérêts versés	9	(9'385)	(8'954)
Flux de trésorerie relatifs aux opérations financières		138'246	(28'470)
Trésorerie et équivalents de trésorerie - différence de change		0	0
Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie		79'153	(33'494)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		89'906	123'400
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		169'059	89'906

Annexe aux comptes consolidés

1. PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Approbation des comptes consolidés

Le Conseil d'administration de Groupe E a approuvé la publication des présents comptes consolidés lors de sa séance du 27 mars 2026. Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée générale du 11 juin 2026 d'approuver les comptes consolidés.

Déclaration de conformité

Les comptes consolidés de Groupe E SA sont établis en conformité avec l'intégralité des recommandations sur la présentation et l'établissement des comptes (Swiss GAAP RPC) et les dispositions de la loi suisse.

Principes d'établissement des comptes consolidés

La présentation des comptes selon les normes Swiss GAAP RPC requiert de la direction qu'elle formule des estimations et des hypothèses et fasse preuve d'un pouvoir d'appréciation certain dans l'application des principes de présentation des comptes. Cela peut avoir une influence sur l'évaluation des produits, charges, actifs, engagements et engagements conditionnels au moment de l'établissement du bilan. Si, ultérieurement, il venait à apparaître que ces estimations et hypothèses, formulées de bonne foi par la direction au moment de l'établissement du bilan, divergent des chiffres effectifs, les estimations et hypothèses initiales seraient adaptées au cours de l'exercice pendant lequel les données se sont modifiées.

Tous les chiffres des comptes consolidés sont arrondis aux 1'000 CHF, tandis que les calculs sont réalisés sur la base des chiffres exacts. Il peut en résulter des différences d'arrondis.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés sont basés sur les comptes individuels de toutes les sociétés du groupe, dont le capital est directement ou indirectement contrôlé par Groupe E SA à plus de 50% des droits de vote ou sur lesquelles elle exerce une autre forme de contrôle. Les comptes individuels des sociétés sont établis en application de principes uniformes à l'échelle du groupe.

Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sur la gestion et la politique financière (normalement entre 20% et 50% des droits de vote), sans pour autant en avoir le contrôle, sont consolidées selon la méthode d'intégration par mise en équivalence. Les ouvrages de production partenaires sont intégrés selon la même méthode, indépendamment du pourcentage de détention.

Les participations minoritaires de moins de 20% sont présentées à leur valeur d'acquisition, diminuée des amortissements économiquement nécessaires.

Méthode de consolidation

Les nouvelles sociétés acquises durant l'exercice sont intégrées dans les comptes consolidés dès la date de la prise de contrôle. Les actifs nets acquis sont évalués à la valeur vénale et intégrés selon la méthode de l'achat (purchase method). Si une différence entre le prix d'achat et la part des capitaux propres (goodwill) persiste, elle sera activée et amortie sur 5 à 20 ans.

Toutes les transactions internes du groupe, les dettes et créances ouvertes avec les sociétés consolidées ainsi que les dividendes reçus des filiales consolidées ont été éliminés.

La clôture des exercices sociaux intervient au 31 décembre pour les sociétés retenues dans la consolidation, hormis la société GuD Timelkam GmbH, dont l'exercice annuel se termine au 30 septembre ainsi que CIFER SA, dont l'exercice annuel se termine au 31 juillet. Les ajustements nécessaires liés à la différence de date de clôture ont été effectués afin d'assurer une présentation conforme aux exigences de Swiss GAAP RPC.

Transactions en monnaies étrangères

Les comptes de groupe sont présentés en francs suisses (CHF). Les transactions en monnaies étrangères sont effectuées au cours de change valable le jour de l'opé-

ration. Lors du boucllement, les actifs et passifs monétaires en monnaies étrangères sont évalués au cours de clôture. Les différences de change sont comptabilisées dans le compte de résultat. Afin de se prémunir du risque de change, le groupe souscrit à des contrats de change à terme.

Toutes les filiales du groupe présentent leurs comptes en CHF, hormis GuD Timelkam GmbH, Champéole SAS et Eolienne des Grandes Chapelles SAS qui tiennent leurs comptes en EUR. L'écart de change résultant des transactions internes à caractère de capital propre est enregistré dans les capitaux propres.

Principaux cours de change

	Cours de change annuel moyen		Cours de change de clôture	
	2025	2024	2025	2024
1 EUR	0.9466	0.9638	0.9314	0.9412
1 USD	0.8495	0.8872	0.7927	0.9060

2. PRINCIPES DE COMPTABILISATION ET D'ÉVALUATION

Des principes d'évaluation uniformes ont été appliqués pour l'établissement des comptes consolidés.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Principes généraux

Les ventes d'énergie et de biens et services aux clients finaux et aux partenaires de distribution sont considérées comme réalisées et sont comptabilisées dans le chiffre d'affaires dès lors que les livraisons correspondantes ont eu lieu.

Ventes d'énergie aux clients finaux

Les livraisons d'énergie aux clients finaux sont en majorité déterminées par le relevé périodique des compteurs individuels. Pour une partie de la clientèle, la quantité d'énergie consommée est relevée sur les instruments de mesure une seule fois par année. Les produits comprennent les estimations concernant l'énergie consommée et pas encore facturée entre la date du dernier relevé de compteur et la date de clôture, déterminée sur la base de valeurs statistiques.

Activité de négoce d'énergie sur le marché de gros

Les opérations de couverture conclues sur les marchés de gros résultent d'activités élargies de gestion de portefeuille d'approvisionnement. Les achats et ventes d'énergie sur le marché de gros intervenant dans ce contexte sont présentés au net. Seules les opérations d'énergie conclues à des fins commerciales sont présentées dans le chiffre d'affaires.

Produits encaissés d'avance

Les produits encaissés d'avance pour des périodes supérieures à une année sont délimités au bilan en tant que revenus différés à court et long terme. La part concernant l'année écoulée est enregistrée dans les produits de l'exercice en cours.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Elles sont amorties linéairement sur la durée de vie estimée. L'adéquation de la valeur des immobilisations corporelles est examinée annuellement. Si des indications de diminution de valeur significative ou des modifications de la durée d'utilisation sont constatées, le plan d'amortissement résiduel est modifié ou un amortissement non planifié est enregistré (impairment). Les durées de vie des immobilisations soumises à des concessions hydroélectriques sont plafonnées par la date d'échéance des concessions.

Installations de production	Durée d'amortissement (en années) sur la base d'objets neufs
- Bâtiments et accès	40
- Entretien des bâtiments et accès	15
- Barrages	80
- Entretien des barrages	40
- Groupes production hydraulique	30
- Révision mécanique des groupes production hydraulique	15
- Équipements électromécaniques auxiliaires	20
- Centre de conduite, automatisation, gestion hydraulique, contrôle-commande	10
- Groupes production photovoltaïque	25
- Groupes production thermique	20
Installations de distribution	
- Postes de transformation	35
- Stations MT/BT	25-35
- Équipements de commandes à distance	15
- Lignes et conduites	25-60
- Équipements de comptage et de tarification	10-30
Éclairage public	40
Fibres optiques	15-40
Immeubles	20-50
Terrains	Pas d'amortissement
Autres immobilisations corporelles	
- Équipements en contracting	15
- Centraux téléphoniques et autres équipements télécom	4-10
- Véhicules	4-6
- Aménagements et agencements, machines, outillage, divers	6
- Machines et mobilier de bureau	5
- Équipements informatiques	3-10
Immobilisations en cours	Pas d'amortissement

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont activées au bilan à leur valeur d'acquisition, diminuée des amortissements cumulés et sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. La valeur des immobilisations incorporelles fait l'objet d'un examen portant sur l'adéquation de la valeur comptable par rapport à la valeur de réalisation. Le groupe estime la valeur d'utilité sur les futurs flux de trésorerie actualisés et le cas échéant se positionne sur une éventuelle dépréciation.

Dans le cas d'acquisitions d'entreprises, l'excédent entre le prix d'achat et la valeur des éléments identifiables de l'actif net acquis est inscrit au bilan en tant qu'écart d'acquisition (goodwill). Le goodwill est amorti sur une durée de généralement 5 ans et, dans des cas justifiés, jusqu'à 20 ans.

	Durée d'amortissement (en années)
Droit à 30% de production de la centrale Timelkam	20
Goodwill	5
Software	3-15
Droits IRU (droits d'usage d'infrastructure de communication)	30
Autres immobilisations incorporelles	
- Certificats CO ₂	Pas d'amortissement
- Fondation Site St-Léonard (SSSL)	10
- Autres immobilisations incorporelles	5-20

Subventions publiques

Les subventions publiques sont comptabilisées lorsqu'on sait avec une assurance raisonnable que les conditions requises seront remplies et qu'elles peuvent être estimées avec fiabilité.

Les subventions publiques liées à des actifs sont portées en déduction de la valeur des actifs. En conséquence, ces subventions publiques ont un effet sur le compte de résultat de manière linéaire en fonction de la durée de vie des actifs concernés.

Les subventions publiques liées au résultat sont comptabilisées au compte de résultat en diminution des charges qu'elles sont censées compenser et dans la même période.

Participations dans des sociétés associées

Les participations mises en équivalence sont comptabilisées initialement à leur coût d'acquisition, puis à la quote-part des fonds propres. Un éventuel goodwill est activé et classifié séparément dans les immobilisations incorporelles. Les pertes des sociétés associées qui excèdent la part du groupe dans ces sociétés ne sont pas reconnues.

Le groupe enregistre sa part des écarts de conversion des sociétés mises en équivalence dans le tableau des mouvements des capitaux propres consolidés et l'indique séparément.

Immobilisations financières

Les participations non consolidées, les titres détenus à long terme et les prêts financiers sont évalués à leur coût d'acquisition, après déduction des amortissements nécessaires.

Corrections de valeurs (Impairment)

L'existence d'indices de pertes de valeur des actifs est appréciée au moins à chaque bouclage annuel. Si des indications de diminutions de valeurs apparaissent, un test est effectué. Si la valeur réalisable est durablement inférieure à la valeur comptable, un amortissement exceptionnel (impairment) avec effet sur le résultat est enregistré dans les comptes. La valeur réalisable est le montant le plus élevé entre la valeur du marché, déduction faite des frais de ventes, et la valeur d'usage (calculée sur la base des flux de trésorerie escomptés).

Stocks

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition ou de revient ou, si elle est plus basse, à la valeur de marché nette. La correction de valeur sur la valeur du marché nette la plus basse doit être débitée au résultat de la période. Lorsqu'elle n'est plus nécessaire, elle sera créditée au résultat de la période. Les mouvements de stocks sont comptabilisés selon la méthode «premier entré, premier sorti» (FIFO). Les rabais et escomptes sont traités en diminution du coût d'acquisition.

Créances et engagements résultant de travaux en cours

Les prestations de service non facturées sont portées au bilan sous déductions des acomptes perçus. Lorsque les prestations cumulées fournies dépassent les paiements déjà encaissés, elles sont portées à l'actif du bilan en tant que «Créances résultant de travaux en cours». Si les paiements reçus sont supérieurs aux prestations cumulées fournies, le montant est inscrit à la rubrique «Engagements résultant de travaux en cours».

Les acomptes perçus sont portés au bilan sans incidence sur le résultat. Ils sont imputés aux travaux pour lesquels ils ont été versés.

Créances résultant de livraisons et prestations

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale, en tenant compte des corrections de valeur économiquement nécessaires, déterminées sur la base des risques effectifs connus et du taux de pertes historique sur les créances.

Titres

Les titres disposant d'une valeur de marché sont évalués au cours du jour, tandis que les titres sans cotation sont maintenus au coût d'acquisition diminué des corrections de valeur nécessaires.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les avoirs en espèces et les avoirs à vue auprès des banques et d'autres établissements financiers ainsi que les moyens financiers à court terme extrêmement liquides qui peuvent être convertis à tout moment en liquidités et qui sont soumis à des fluctuations de valeur négligeables (placements à terme jusqu'à 90 jours). Les dépôts à terme dont l'échéance est supérieure à 90 jours sont présentés dans les créances financières à court terme.

Provisions

Les provisions sont portées au bilan lorsque le groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le calcul de la provision intervient à la date de clôture sur la base de la meilleure estimation possible des coûts nécessaires pour éteindre l'obligation. Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans l'annexe aux comptes comme passif éventuel.

Lorsque l'effet est significatif, les flux de trésorerie attendus pour éteindre l'obligation sont escomptés. La provision est actualisée au taux du marché majoré, le cas échéant, d'un taux reflétant les risques spécifiques du passif.

Les provisions sont regroupées par type de risques ou d'engagements principaux, qui sont les suivants :

Engagements à l'égard de son personnel : dans cette catégorie, les provisions peuvent résulter d'obligations légales ou d'engagements suite à des décisions prises par le Conseil d'administration à l'égard de ses collaborateurs découlant, par exemple, de l'application de conventions collectives de travail (CCT).

Contrats onéreux : une estimation annuelle est réalisée pour déterminer les pertes attendues en relation avec des contrats d'achats ou de livraisons conclus à des conditions défavorables par rapport aux prix du marché.

Pour les contrats d'approvisionnement énergétique, l'identification de contrats onéreux en lien avec les produits de couverture s'effectue au niveau des portefeuilles.

Obligations légales touchant le gestionnaire du réseau de distribution (GRD) : afin de respecter le cadre légal et les dernières dispositions en la matière, des provisions sont constituées afin de mettre en conformité le réseau de distribution et les ajustements pluriannuels des tarifs.

Efficacité énergétique : des provisions ont été créées pour assainir l'éclairage public et soutenir l'investissement photovoltaïque.

Prévoyance professionnelle

Les sociétés du groupe sont affiliées à différentes œuvres de prévoyance, principalement gérées par la CPE Fondation de Prévoyance Energie (fondation collective en primauté des cotisations).

Les plans de prévoyance sont financés par les employés et les employeurs.

L'impact économique des plans de prévoyance existants est évalué à chaque clôture. Un avantage économique est reconnu s'il est licite et envisagé d'utiliser un excédent de couverture pour réduire les coûts futurs de la prévoyance professionnelle. Un engagement économique est reconnu si les conditions nécessaires à la constitution d'une provision sont remplies.

Les réserves de cotisations d'employeur sont enregistrées comme actifs à long terme. La variation des réserves de cotisations d'employeur par rapport à la période précédente est enregistrée dans la rubrique charges de personnel dans le résultat de la période. En cas de renonciation à l'utilisation, l'actif résultant de la réserve de cotisations d'employeur fait l'objet d'une correction de valeur.

Instruments financiers dérivés

Les instruments financiers dérivés destinés à des fins de négoce sont évalués à leur juste valeur et leurs variations sont comptabilisées dans le compte de résultat. Ils sont présentés au bilan dans une rubrique spécifique à l'actif comme au passif.

Les instruments financiers dérivés destinés à des fins de couverture sont évalués selon les mêmes principes que ceux utilisés pour l'opération couverte. Lorsque l'opération couverte n'a pas encore d'effet au bilan (couverture de flux de trésorerie futurs), l'instrument de couverture n'est pas

comptabilisé et sa juste valeur ainsi que toute variation de valeur sont présentées en annexe.

Les contrats à terme ainsi que les options sur devises sont utilisés afin de prémunir le groupe contre un risque de change trop important dans le cadre de son négoce d'énergie ainsi que d'autres activités à l'étranger.

Les engagements pris sur les instruments de change permettent de couvrir les achats d'énergie en monnaies étrangères.

Impôts différés

Les impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporaires qui surviennent lorsque les autorités fiscales enregistrent et évaluent les actifs et les passifs avec des règles qui diffèrent de celles utilisées pour l'établissement des comptes consolidés. Ces impôts sont calculés selon la méthode du report variable sur la base des taux d'impôts attendus au moment de la concrétisation de la créance ou de l'engagement.

Les éventuels actifs d'impôts différés sur les différences temporaires et sur les pertes fiscales reportées ne sont portés au bilan que s'il est probable qu'ils pourront être réalisés dans le futur par l'existence de bénéfices imposables suffisants. Les reports de pertes non-inscrits au bilan sont publiés.

Le groupe applique le taux d'imposition prévu pour chaque entité pour la détermination des impôts différés sur les bénéfices.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts relatifs aux exercices clos, taxés ou non à la date du bilan mais qui deviennent exigibles au cours des exercices suivants, sont délimités.

Parties liées

Les parties liées sont composées, d'une part, des actionnaires ayant possédé durant l'année plus de 5% du capital-actions de Groupe E, soit l'État de Fribourg et d'autre part, des sociétés associées.

Les parties liées sont approvisionnées en énergie à des conditions comparables à celles des clients qui satisfont les mêmes critères. Le chiffre d'affaires lié à ces activités n'est ainsi pas présenté séparément. Par ailleurs, l'État de Fribourg perçoit des redevances sur les concessions en liaison avec l'utilisation des eaux. En conséquence, les taxes et les impôts versés à cette institution ont été exclus de l'information relative aux parties liées.

Les autres transactions avec des parties liées sont identifiées dans les notes ci-après.

3. RAPPORT SECTORIEL

2025 - En kCHF	Énergie électrique	Distribution électricité	Chaleur	Solutions énergies	Technique et infrastructures	Corporate	Total
Chiffre d'affaires	304'224	205'761	120'474	16'973	195'588	20'948	863'968
Total	304'224	205'761	120'474	16'973	195'588	20'948	863'968

2024 - En kCHF	Énergie électrique	Distribution électricité	Chaleur	Solutions énergies	Technique et infrastructures	Corporate	Total
Chiffre d'affaires	400'994	240'433	135'497	21'262	227'295	25'848	1'051'329
Total	400'994	240'433	135'497	21'262	227'295	25'848	1'051'329

Groupe E ne publie pas les résultats sectoriels étant donné qu'une telle divulgation d'information est de nature à créer un désavantage compétitif envers ses clients tout comme vis-à-vis de ses concurrents non cotés. En effet, la structure et la composition des segments offrent un niveau de détail susceptible de créer un désavantage concurrentiel.

4. PROPRES PRESTATIONS ACTIVÉES

En kCHF	2025	2024
Propres prestations activées	62'767	63'571

Il s'agit de prestations du personnel effectuées au travers de commandes internes d'investissement, imputées à des travaux de construction figurant à l'actif du bilan.

5. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

En kCHF	2025	2024
Produits des locations d'immeubles et de terrains	1'430	2'347
Bénéfice sur ventes d'immobilisations corporelles	8'476	550
Indemnités d'assurance	170	4'132
Autres produits	1'892	2'175
Total	11'968	9'204

6. ACHATS ET PRESTATIONS DE SERVICE

En kCHF	2025	2024
Achats d'énergie aux sociétés associées	(15'024)	(725)
Achats d'énergie à des tiers	(290'597)	(461'002)
Charges de partenaires	(34'273)	(20'574)
Achats de matériel à des sociétés associées	(2'690)	(5'145)
Achats de matériel à des tiers	(83'999)	(122'800)
Prestations de service de sociétés associées	(1'836)	(14'935)
Prestations de service de tiers	(50'472)	(48'984)
Total	(478'891)	(674'166)

7. CHARGES DE PERSONNEL

En kCHF	2025	2024
Salaires et charges sociales	(255'769)	(263'209)
Rémunération fondée sur des actions	(117)	(132)
Personnel temporaire	(6'776)	(15'013)
Autres charges de personnel	(2'979)	(6'469)
Total	(265'640)	(284'823)

Rémunération fondée sur des actions

Les membres de la direction générale du groupe perçoivent une partie de leur rémunération sous forme d'actions de Groupe E SA. La politique de rémunération prévoit que le versement de l'intéressement comprend une part correspondant à 5% de la rémunération de base octroyée sous forme d'actions. La valeur de cette rémunération est enregistrée en tant que charges de personnel et est déterminée au moyen d'une valorisation réalisée selon la méthode des praticiens et confiée à un cabinet externe une fois par an. Pour l'exercice sous revue, ce sont ainsi 555 actions (2024: 639 actions) qui ont été remises au titre de rémunération pour les membres de la direction générale du groupe. Ces actions sont soumises à un délai de blocage de 3 ans.

8. AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

En kCHF	2025	2024
Redevances, taxes et émoluments	(18'879)	(18'509)
Conseils et révisions	(6'621)	(3'264)
Assurances	(4'053)	(3'726)
Frais de bureau et administratifs	(5'788)	(4'444)
Indemnités et débours	(5'755)	(7'277)
Frais de vente et marketing	(5'450)	(5'635)
Leasing, locations et divers	(6'450)	(7'118)
Provision pour risques associés à la centrale de Timelkam	0	0
Provision pour restructuration et contrats déficitaires	7'651	(19'201)
Total	(45'344)	(69'175)

Sur la base de la réévaluation annuelle des résultats escomptés jusqu'à l'échéance du contrat liant le groupe à la centrale de Timelkam, la provision pour contrat déficitaire a été maintenue (2024: idem). Le risque résiduel est estimé à 14'100 kCHF.

Des provisions relatives aux restructurations décidées en 2024 ainsi qu'aux contrats déficitaires liés aux activités opérationnelles ont été utilisées ou dissoutes au cours de l'exercice 2025 pour un montant total de 20'067 kCHF. De plus, le plan de restructuration supplémentaire décidé en 2025 a engendré une dotation de nouvelles provisions à hauteur de 12'416 kCHF.

En automne 2024, le groupe avait pris la décision de fermer ses filiales actives dans le domaine de la fibre optique. En conséquence des provisions avaient été constituées à hauteur de 5'671 kCHF pour couvrir les engagements résultant de cette décision. Par ailleurs, des contrats déficitaires avaient été identifiés et provisionnés durant l'exercice 2024.

9. RÉSULTAT FINANCIER

En kCHF	2025	2024
Produits financiers		
Produits d'intérêts	962	971
Produits des participations	25'142	25'337
Gains de change réalisés	2'416	4'726
Gains sur variation de périmètre	3'483	940
Gains sur cession d'immobilisations financières	78	197
Rendement des titres	1	13
Amortissements / réévaluations d'immobilisations financières	112	359
Autres produits financiers	925	6'317
Total produits financiers	33'118	38'859
Charges financières		
Charges d'intérêts	(9'385)	(8'954)
Amortissements / réévaluations d'immobilisations financières	(1'585)	(2'701)
Pertes de change réalisées	(1'081)	(7'880)
Perte sur cession d'immobilisation financières	(1)	0
Autres charges financières	(4'141)	(1'274)
Total charges financières	(16'192)	(20'810)
Résultat financier	16'926	18'049

10. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

En kCHF	2025	2024
Impôts courants sur le bénéfice	(6'484)	(2'741)
Impôts différés sur le bénéfice	128	2'140
Total	(6'356)	(601)

Au 31 décembre 2025, certaines filiales disposent de reports de pertes fiscales qu'elles peuvent compenser au cours de prochaines périodes par des bénéfices imposables. Des impôts différés actifs en lien avec ces reports de pertes ne sont inscrits au bilan que si l'utilisation de ces dernières paraît réalisable dans le délai fiscal autorisé.

DÉTAILS DES PRÉTENTIONS FISCALES DIFFÉRÉES POUR PERTES FISCALES REPORTÉES	2025	2024
Pertes fiscales reportées des sociétés consolidées	75'944	86'571
Taux d'imposition moyen pondéré des entités concernées	14,12%	14,13%
Prétentions fiscales différées non activées	10'725	12'232

11. CRÉANCES RÉSULTANT DE LIVRAISONS ET PRESTATIONS

En kCHF	2025	2024
Créances envers des actionnaires	3'489	4'129
Créances sur ventes et prestations envers des sociétés associées	495	1'635
Créances sur ventes et prestations envers des tiers	182'542	225'611
Garanties et corrections de valeur	(9'416)	(7'876)
Total	177'110	223'499

12. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE TRAVAUX EN COURS

En kCHF	2025	2024
Travaux en cours	106'919	165'707
Corrections de valeur	(8'725)	(8'461)
Acomptes sur travaux en cours	(72'523)	(120'827)
Total des créances résultant de travaux en cours	25'671	36'420
Travaux en cours	97'185	106'490
Acomptes sur travaux en cours	(129'745)	(147'013)
Total des engagements résultant de travaux en cours	(32'560)	(40'523)
Total des travaux en cours	195'379	263'736
Total des acomptes sur travaux en cours	(202'268)	(267'840)
Total net des travaux en cours	(6'889)	(4'104)

13. STOCKS

En kCHF	2025	2024
Matières premières	2'212	6'061
Marchandises commerciales	2'381	1'931
Stocks (valeur brute)	4'593	7'992
Corrections de valeur	(271)	(3'192)
Stocks (valeur nette)	4'322	4'800

14. COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIFS

En kCHF	2025	2024
Charges payées d'avance	3'442	4'802
Produits à recevoir	14'417	15'548
Différences de couverture réglementaires	61'381	110'378
Impôts courants à récupérer	3'596	4'802
Subventions à recevoir	9'725	8'970
Total	92'562	144'499

Les différences de couverture réglementaires représentent l'état des variations pluriannuelles entre les coûts imputables et les revenus des activités réseau et énergie pour l'approvisionnement de base.
Les subventions attendues peuvent concerner des projets courant sur plusieurs années.

15. ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En kCHF	Installations de production	Installations de distribution	Éclairage public	Fibres optiques	Terrains et constructions	Terrains non bâtis	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total
Coûts d'acquisition :									
Solde au 01.01.2024	1'008'033	2'554'918	27'772	131'652	194'162	8'751	119'611	199'743	4'244'642
Transferts d'immobilisations	15'519	51'145	0	248	15'845	0	4'221	(102'594)	(15'615)
Reclassements	12	0	0	14	0	0	(14)	0	12
Variation du périmètre de consolidation	(18'310)	0	0	0	0	0	0	0	(18'310)
Investissements	6'632	38'497	336	11'796	7'350	0	16'500	108'041	189'153
Subvention reçue / remboursée	(1'005)	(65)	0	0	0	0	(25)	0	(1'095)
Sorties	(12'267)	(395'302)	(1'911)	(6'694)	(1'627)	0	(6'642)	0	(424'444)
Solde au 31.12.2024	998'614	2'249'194	26'196	137'016	215'729	8'751	133'652	205'190	3'974'344
Transferts d'immobilisations	32'160	24'361	0	760	7'549	0	1'859	(78'241)	(11'551)
Reclassements	0	7'066	(7'066)	0	(11'417)	11'105	(31)	0	(343)
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0	1'808	0	1'808
Investissements	10'792	33'008	(27)	9'627	295	0	9'736	172'349	235'780
Subvention reçue / remboursée	(2'335)	0	0	0	0	0	0	0	(2'335)
Sorties	(334)	(223)	0	0	0	(894)	(28'572)	0	(30'023)
Solde au 31.12.2025	1'038'896	2'313'407	19'104	147'402	212'156	18'963	118'453	299'298	4'167'680
Amortissements cumulés :									
Solde au 01.01.2024	724'960	1'802'879	18'186	42'412	74'803	0	87'649	0	2'750'888
Reclassements	12	0	0	0	0	0	0	0	12
Variation du périmètre de consolidation	(13'587)	0	0	0	0	0	0	0	(13'587)
Amortissements planifiés	17'179	33'488	401	3'971	4'827	0	10'121	0	69'986
Amortissements non planifiés	1'852	2'982	0	0	0	0	38	0	4'872
Sorties	(12'088)	(395'302)	(1'911)	(6'694)	(1'537)	0	(6'232)	0	(423'764)
Solde au 31.12.2024	718'328	1'444'048	16'675	39'689	78'092	0	91'575	0	2'388'407
Reclassements	0	1'867	(1'867)	(32)	(312)	0	(31)	0	(375)
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0	1'841	0	1'841
Amortissements planifiés	18'932	35'870	226	4'227	5'641	0	11'121	0	76'018
Amortissements non planifiés	1'711	5'217	0	0	0	0	513	0	7'442
Sorties	(284)	(1)	0	0	0	0	(20'765)	0	(21'051)
Solde au 31.12.2025	738'687	1'487'001	15'034	43'884	83'422	0	84'255	0	2'452'282
Valeur comptable nette									
Au 31.12.2024	280'286	805'147	9'521	97'328	137'637	8'751	42'077	205'190	1'585'937
Au 31.12.2025	300'209	826'405	4'070	103'519	128'735	18'963	34'199	299'298	1'715'398

Les immobilisations corporelles au 31.12.2025 comprennent des installations de chauffage à distance pour une valeur comptable nette de 338'111 kCHF (année précédente: 220'052 kCHF).

Corrections de valeur sur les immobilisations corporelles

À la suite de l'examen annuel de la valeur des actifs, le groupe a identifié des dépréciations de valeur pour un total de 7'442 kCHF (2024: 4'872 kCHF). Les corrections de valeur apportées sur les actifs immobilisés durant l'exercice sous revue concernent essentiellement des installations de production et distribution de chaleur ainsi que des outillages. Pour l'exercice comparatif les dépréciations concernaient des installations de production et distribution de chaleur ainsi que des biens immobiliers ayant changé d'affectation, dont la valeur comptable a été ramenée à hauteur de la valeur réalisable.

16. ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En KCHF	Droit à 30 % production de la centrale de Timelkam	Goodwill sur sociétés consolidées	Goodwill sur sociétés associées	Software	Droits IRU (droits d'usage d'infrastruc- ture de communi- cation)	Autres immobilisations incorporelles	Total
Coûts d'acquisition :							
Solde au 01.01.2024	73'188	74'039	1'271	75'252	22'273	6'123	252'146
Transferts d'immobilisations en cours	0	0	0	15'615	0	0	15'615
Variation du périmètre de consolidation	0	(3'440)	56	0	0	0	(3'384)
Investissements	0	0	0	17'212	1'817	74	19'103
Sorties	0	(4'311)	(430)	(316)	(984)	0	(6'041)
Solde au 31.12.2024	73'188	66'288	897	107'764	23'106	6'196	277'439
Transferts d'immobilisations en cours	0	0	0	5'293	6'258	0	11'551
Variation du périmètre de consolidation	0	(334)	(817)	3'049	0	0	1'899
Investissements	0	0	0	856	1'933	300	3'089
Sorties	0	0	0	0	(154)	0	(154)
Solde au 31.12.2025	73'188	65'954	80	116'962	31'143	6'496	293'824
Amortissements cumulés :							
Solde au 01.01.2024	73'188	72'414	1'271	62'805	4'296	4'619	218'593
Variation du périmètre de consolidation	0	(3'440)	0	0	0	0	(3'440)
Amortissements planifiés	0	641	0	4'096	784	133	5'654
Amortissements non planifiés	0	0	56	1'250	0	0	1'306
Sorties	0	(4'311)	(430)	(316)	(984)	0	(6'041)
Solde au 31.12.2024	73'188	65'304	897	67'836	4'096	4'752	216'072
Reclassements	0	0	0	0	32	0	32
Variation du périmètre de consolidation	0	(334)	(817)	3'089	0	0	1'938
Amortissements planifiés	0	570	0	7'193	976	150	8'890
Amortissements non planifiés	0	0	0	50	0	0	50
Sorties	0	0	0	0	(154)	0	(154)
Solde au 31.12.2025	73'188	65'540	80	78'168	4'951	4'902	226'829
Valeur comptable nette							
Au 31.12.2024	0	984	0	39'928	19'010	1'444	61'367
Au 31.12.2025	0	414	0	38'794	26'192	1'594	66'995

Toutes les valeurs incorporelles activées résultent d'acquisition.

Corrections de valeur sur les immobilisations incorporelles

En 2025, les amortissements non planifiés concernent un logiciel remplacé.

En 2024, le groupe avait procédé à des amortissements non planifiés également sur la valeur de logiciels remplacés.

17. ÉVOLUTION DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES ET DES PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES ASSOCIÉES

En kCHF	Titres de placement	Actifs provenant de la réserve de cotisations employeur	Sociétés non consolidées	Sociétés associées	Prêts financiers à des sociétés associées	Prêts financiers à des sociétés tierces	Autres immobilisations financières	Total
Valeur comptable au 01.01.2024	378'748	521	7'564	527'578	28'983	5'763	115	949'271
Investissements	435	0	55	892	2'467	2'701	154	6'704
Sorties	(1'221)	(305)	0	12	(205)	(108)	(6)	(1'832)
Amortissements/réévaluations	530	0	0	(171)	0	(2'701)	0	(2'342)
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	810	2'555	0	0	3'366
Résultat des sociétés associées	0	0	0	56'276	0	0	0	56'276
Résultat des sociétés associées enregistré en fonds propres	0	0	0	(50'971)	0	0	0	(50'971)
Dividendes reçus des sociétés associées	0	0	0	(7'261)	0	0	0	(7'261)
Écart de conversion des sociétés associées	0	0	0	6'594	0	0	0	6'594
Reclassement d'immobilisations financières	204	0	0	0	0	(204)	0	0
Valeur comptable au 31.12.2024	378'696	216	7'619	533'759	33'800	5'451	263	959'804
Investissements	6'699	4	0	27	899	1'337	6	8'972
Sorties	(1'155)	(93)	(124)	0	(5'532)	(4'505)	(42)	(11'450)
Amortissements/réévaluations	(2)	0	(206)	106	0	2'056	0	1'954
Variation du périmètre de consolidation	(6'875)	0	0	5'722	0	0	(6)	(1'160)
Résultat des sociétés associées	0	0	0	33'111	0	0	0	33'111
Résultat des sociétés associées enregistré en fonds propres	0	0	0	(1'050)	0	0	0	(1'050)
Dividendes reçus des sociétés associées	0	0	0	(9'224)	0	0	0	(9'224)
Écart de conversion des sociétés associées	0	0	0	(108)	0	0	0	(108)
Valeur comptable au 31.12.2025	377'363	127	7'290	562'342	29'167	4'340	221	980'850

18. DETTES RÉSULTANT DE LIVRAISONS ET PRESTATIONS

En kCHF	2025	2024
Dettes sur achats et prestations reçues des sociétés associées	1'367	10'594
Dettes sur achats et prestations reçues de tiers	103'023	136'359
Total	104'390	146'953

19. COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIFS

En kCHF	2025	2024
Produits reçus d'avance	6'138	5'976
Achat de combustible	19'040	12'105
Intérêts courus sur emprunts	1'476	1'420
Redevances hydrauliques	4'935	5'617
Charges des ouvrages partenaires	0	4'334
Intéressement	11'434	12'090
Vacances et heures supplémentaires	6'057	7'006
Impôts courants à payer	410	600
Autres	15'217	18'447
Total	64'707	67'595

20. DETTES FINANCIÈRES

Emprunts obligataires

Au 31 décembre 2025, les emprunts de Groupe E sur le marché des capitaux sont les suivants:

En kCHF	Valeur nominale	Durée	Maturité	Coupon	Numéro de valeur/Code ISIN
Emprunt obligataire	120'000	2022-2027	30.09.2027	1.950 %	120636746/CH1206367463
Emprunt obligataire	100'000	2025-2029	26.09.2029	0.750 %	148582701/CH1485827013
Emprunt obligataire	100'000	2022-2032	30.09.2032	2.550 %	120636747/CH1206367471
Emprunt obligataire	150'000	2025-2035	26.09.2035	1.405 %	148582702/CH1485827021
Total	470'000				

Structure d'échéance des dettes financières

2025 - En kCHF	Échéance à moins de 1 an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance au-delà de 5 ans	Total	Taux d'intérêts en %
Comptes courants bancaires	435	0	0	435	
Emprunts bancaires	893	9'682	1'920	12'495	
Emprunts auprès des actionnaires	0	0	60'000	60'000	
Emprunts auprès de tiers	27'500	380	0	27'880	
Emprunts obligataires	0	220'000	250'000	470'000	
Total	28'828	230'062	311'920	570'810	0.0 % à 4.0 %

2024 - En kCHF	Échéance à moins de 1 an	Échéance entre 1 et 5 ans	Échéance au-delà de 5 ans	Total	Taux d'intérêts en %
Comptes courants bancaires	1'366	0	0	1'366	
Emprunts bancaires	61'372	11'088	0	72'461	
Emprunts auprès des actionnaires	0	0	60'000	60'000	
Emprunts auprès de tiers	40'000	530	0	40'530	
Emprunts obligataires	0	120'000	100'000	220'000	
Total	102'738	131'618	160'000	394'356	0.0 % à 4.0 %

21. REVENUS DIFFÉRÉS

En kCHF	2025	2024
Revenus différés à court terme	4'772	4'717
Revenus différés à long terme	81'336	75'996
Total	86'109	80'714

22. PROVISIONS

Vis-à-vis du personnel								
En kCHF	Ponts AVS	Prime de fidélité	Restructuration	Efficacité énergétique	Contrats onéreux	Obligations légales touchant le GRD	Autres provisions	Total
Valeur comptable au 01.01.2024	11'556	3'507	7'260	356	25'253	1'588	19'715	69'234
Constitution	700	465	5'671	0	19'487	0	3'165	29'488
Utilisation	(1'048)	(383)	(3'484)	0	(4'805)	0	(2'476)	(12'195)
Dissolution	(2'726)	(236)	0	(466)	(527)	(974)	(245)	(5'174)
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0	(278)	(278)
Transfert	0	0	0	160	1'009	87	(1'278)	(23)
Valeur comptable au 31.12.2024	8'481	3'354	9'447	50	40'417	700	18'603	81'052
Provisions à court terme	1'338	341	9'447	50	11'506	100	3'498	26'280
Provisions à long terme	7'143	3'013	0	0	28'911	600	15'105	54'772
Constitution	773	559	11'039	0	7'272	0	1'805	21'449
Utilisation	(1'328)	(222)	(6'886)	0	(17'564)	0	(2'406)	(28'405)
Dissolution	(423)	(471)	(6'164)	0	(3'004)	0	(3'584)	(13'647)
Variation du périmètre de consolidation	0	0	0	0	0	0	(12)	(12)
Transfert	0	0	0	0	(3'073)	0	3'073	0
Valeur comptable au 31.12.2025	7'503	3'220	7'437	50	24'048	700	17'480	60'438
Provisions à court terme	1'000	318	7'016	10	8'447	20	1'694	18'505
Provisions à long terme	6'503	2'902	421	40	15'601	680	15'785	41'933

Dans les cas où la valeur temps est significative, les provisions sont escomptées au taux spécifique de l'activité concernée.

23. IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIFS

En kCHF	2025	2024
Provision pour impôts différés au 1 ^{er} janvier	96'018	99'347
Variation de l'exercice	(128)	(2'140)
Variation du périmètre de consolidation	0	(1'190)
Provision pour impôts différés au 31 décembre	95'890	96'018

Les impôts différés sont calculés selon le taux d'imposition prévu pour chaque entité. Le taux d'imposition moyen pour le groupe varie donc régulièrement en fonction de la composition de la base imposable et des modifications des taux d'imposition locaux.

24. INFORMATION RELATIVE AUX PROPRES ACTIONS

	2025		2024	
	Nbres d'actions	kCHF	Nbres d'actions	kCHF
État au 1^{er} janvier	372'515	24'795	373'355	24'310
Achats	13'128	2'768	13'454	2'702
Ventes	(13'445)	(1'876)	(14'294)	(2'217)
État au 31 décembre	372'198	25'687	372'515	24'795

Les actions propres détenues par la société sont destinées au plan de participation des collaborateurs.

25. ENGAGEMENTS DE PRÉVOYANCE

Réserves de cotisations de l'employeur (RCE)	Valeur nominale	Renon- ciation à l'utilisation	Bilan	Constitu- tion/ Utilisation	Variation de périmètre	Bilan	Résultat de la RCE dans frais de personnel	
En kCHF	31.12.25	31.12.25	31.12.25	2025	2025	31.12.24	2025	2024
Institutions de prévoyance	127	0	127	(89)	0	216	0	0
Total	127	0	127	(89)	0	216	0	0

Avantages/engagements économiques et charges de prévoyance	Excédent de couverture/ découvert	Part économique de l'entité	Variation par rapport à l'exercice précédent et incidence sur le résultat durant l'exercice	Cotisations ajustées à la période	Charges de prévoyance dans frais de personnel		
En kCHF	31.12.25	31.12.25	31.12.24	2025	2025	2025	2024
Institutions de prévoyance avec excédent de couverture	402'925	0	0	0	17'006	17'006	17'028
Total	402'925	0	0	0	17'006	17'006	17'028

Les sociétés du groupe sont affiliées en majeure partie auprès de la Fondation de prévoyance Energie CPE, au sein de l'œuvre de prévoyance commune gérée selon la primauté des cotisations. Le degré de couverture au 31 décembre 2025 s'élève à 120.9% (contre 120.3% au 31 décembre 2024). Le taux d'intérêt technique utilisé est de 2.0% (2.0% en 2025). Les tables de mortalité retenues sont les bases LPP 2020 avec tables générationnelles (2024: LPP 2020 avec tables générationnelles).

26. INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

En kCHF	31.12.2025			31.12.2024		
	Valeurs actives	Valeurs passives	Objectif	Valeurs actives	Valeurs passives	Objectif
Contrats à terme sur devises	543	(2'501)	Couverture	391	(6'595)	Couverture
Options sur devises	15	(12)	Couverture	41	(42)	Couverture
Total des instruments financiers dérivés	558	(2'513)		432	(6'637)	
Dont couverture des flux de trésorerie futurs	558	(2'513)		432	(6'637)	
Total des valeurs portées au bilan	0	0		0	0	

27. SUBVENTIONS PUBLIQUES

En 2025, le groupe a reçu des subventions publiques liées au résultat pour un montant de 2'018 kCHF (2024: 1'416 kCHF), essentiellement en lien avec la rétribution à prix coûtant de l'énergie photovoltaïque (enregistrée en produits) ainsi qu'avec les contributions perçues dans le cadre de l'assainissement d'installations hydroélectriques (enregistrées en déduction des charges correspondantes).

28. GARANTIES EN FAVEUR DE TIERS

En kCHF	2025	2024
Garanties en faveur de clients dans le cadre de travaux réalisés par les sociétés du groupe	17'710	24'018
Garanties en faveur de clients dans le cadre de la fourniture d'énergie	2'616	1'538
Total	20'326	25'556

29. ENGAGEMENTS DE LEASING NON PORTÉS AU BILAN

À la date de clôture du bilan, les engagements relatifs aux contrats de leasing non portés au bilan se répartissent comme suit:

En kCHF	2025	2024
Engagements à moins de 1 an	506	770
Engagements entre 1 et 5 ans	306	908
Engagements à plus de 5 ans	0	0
Total	811	1'678

30. ENGAGEMENTS CONDITIONNELS

Le groupe est partie prenante dans différents consortiums et est, par conséquent, solidairement responsable des dettes. Celles-ci n'ont toutefois pas d'effets significatifs.

Divers contrats à long terme ont été conclus pour l'approvisionnement et la vente d'énergie de Groupe E. Leur valorisation fait l'objet d'un suivi permanent et de provisions au bilan, si nécessaire.

Groupe E est partie prenante dans différents litiges résultant de son activité. Selon la direction, l'issue de ces litiges n'aura pas d'effets matériels contraires sur la position financière de la société.

31. VARIATION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Le périmètre de consolidation a évolué de la manière suivante durant l'exercice. En ce qui concerne les variations de la structure des participations qui n'ont pas eu d'impact sur le périmètre de consolidation ou sur la méthode d'intégration, se référer à la note 32.

SOCIÉTÉ, SIÈGE SOCIAL	Date d'acquisition/vente	Devise	Capital-social en milliers	Quote-part en %	Principe d'intégration
Variation 2025					
cc energie sa, Morat	Prise de contrôle au 01.01.2025	CHF	1'002	100.00	G
ENAG Energiefinanzierungs AG, Schwyz	Acquisition au 01.01.2025	CHF	50'000	13.75	ME
CLIMKIT SA, Vevey	Cession au 31.05.2025	CHF	400	60.00	G
MOVE Mobility SA, Granges-Paccot	Cession au 06.06.2025	CHF	9'000	44.44	ME
CIFER SA, Penthalaz	Acquisition au 12.06.2025	CHF	14'100	20.28	ME
Sarine Engineering SA en liquidation, Granges-Paccot	Radiation au 03.11.2025	CHF	0	35.00	ME
Variation 2024					
Sainte-Anne Energie SA, Grandvillard	Fusion au 01.01.2024	CHF	455	100.00	G
La Tzintre Energie SA, Val-de-Charmey	Fusion au 01.01.2024	CHF	1'200	90.00	G
Gaschen SA, La Neuveville	Fusion au 01.01.2024	CHF	50	100.00	G
EWCom AG, Ernen	Fusion au 01.01.2024	CHF	200	53.89	G
EW GOMS Energie AG, Ernen	Fusion au 01.01.2024	CHF	400	53.89	G
HIT Hausinstallationstechnik Elektro AG, Ernen	Fusion au 01.01.2024	CHF	200	53.89	G
Rayforce AG, Ernen	Fusion au 01.01.2024	CHF	100	53.89	G
Champéole SAS, Paris (F)	Perte de contrôle au 01.01.2024	EUR	455	49.00	ME
Eolienne des Grandes Chapelles SAS, Paris (F)	Perte de contrôle au 01.01.2024	EUR	108	49.00	ME

32. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Sociétés consolidées et sociétés associées

SOCIÉTÉ, SIÈGE SOCIAL	Devise	Capital social en milliers	Quote-part en % 2025	Quote-part en % 2024	Principe d'intégration 2025
Groupe E SA, Granges-Paccot	CHF	68'750	100.00	100.00	Mère
Groupe E Arc SA, Boudry	CHF	500	100.00	100.00	G
Groupe E Connect SA, Granges-Paccot	CHF	2'000	100.00	100.00	G
Groupe E Entretec SA, Matran	CHF	600	100.00	100.00	G
Groupe E Tech SA, Matran	CHF	100	100.00	100.00	G
Groupe E Valais SA, Sion	CHF	100	100.00	100.00	G
Christian Kropf SA, Moutier	CHF	100	100.00	100.00	G
cc energie sa, Morat	CHF	1'002	100.00	33.33	G
DEXA SA, Mont-sur-Rolle	CHF	200	100.00	100.00	G
EEF SA, Granges-Paccot	CHF	100	100.00	100.00	G
Elexpert SA, Boudry	CHF	100	100.00	100.00	G
FTH Services SA en liquidation, Mont-sur-Rolle	CHF	100	100.00	100.00	G
S. Roubaty S.A. en liquidation, Gibloux	CHF	100	100.00	100.00	G
Swiss H2 Generation SA en liquidation, Granges-Paccot	CHF	100	100.00	100.00	G
Technimat SA, Matran	CHF	100	100.00	100.00	G
Forces Motrices de Conches S.A., Ernen	CHF	30'000	97.20	97.20	G
Groupe E Greenwatt SA, Granges-Paccot	CHF	30'000	90.00	90.00	G
BestPellet Wärme AG, Düringen	CHF	800	83.76	83.76	G
Schwyberg Energie AG, Plasselb	CHF	100	81.00	81.00	G
ftth fr SA, Granges-Paccot	CHF	47'000	75.74	75.74	G
gpfr SA, Granges-Paccot	CHF	1'000	70.00	70.00	G
Groupe E Celsius SA, Fribourg	CHF	8'288	64.78	64.78	G
FRIGAZ SA, Fribourg	CHF	200	64.78	64.78	G
Gérine Energies SA, Marly	CHF	100	60.00	60.00	G
endigo Holding AG, Fiesch	CHF	1'400	53.89	53.89	G
endigo Energie AG, Fiesch	CHF	400	53.89	53.89	G
endigo Technik AG, Fiesch	CHF	200	53.89	53.89	G
FribikeSharing SA, Givisiez	CHF	750	50.00	50.00	ME
GuD Timelkam GmbH, Linz (A)	EUR	150	50.00	50.00	ME
SOFRIPA SA, Fribourg	CHF	750	50.00	50.00	ME
Champéole SAS, Paris (F)	EUR	455	49.00	49.00	ME
Eolienne des Grandes Chapelles SAS, Paris (F)	EUR	108	49.00	49.00	ME
Monney Climax SA, Romont	CHF	100	49.00	49.00	ME
Verrivent SA, Les Verrières	CHF	100	45.00	45.00	ME
Cinelec SA, Matran	CHF	100	44.00	44.00	ME
netplusFR SA, Bulle	CHF	3'340	41.81	41.81	ME
Spontis SA, Avenches	CHF	2'650	40.00	40.00	ME
Entegra Wasserkraft AG, Saint-Gall	CHF	6'020	36.33	36.33	ME
Chabloz Energie SA, Haut-Intyamon	CHF	100	36.00	36.00	ME
COMBA Energies SA, Arbaz	CHF	100	36.00	36.00	ME
Engreen SA, Düringen	CHF	100	32.40	32.40	ME
Kraftwerk Wysswasser AG, Fiesch	CHF	3'000	32.34	32.34	ME

SOCIÉTÉ, SIÈGE SOCIAL	Devise	Capital social en milliers	Quote-part en % 2025	Quote-part en % 2024	Principe d'intégration 2025
Société des Forces Motrices du Châtelot SA, Les Planchettes	CHF	6'000	30.00	30.00	ME
SAIDEF SA, Hauterive (FR)	CHF	27'000	25.19	25.19	ME
Sacao SA, Givisiez	CHF	100	25.00	25.00	ME
EOS HOLDING SA, Lausanne	CHF	324'000	23.09	23.09	ME
CIFER SA, Penthalaz	CHF	14'100	20.89	0.00	ME
La Pontia S.A., Château-d'Œx	CHF	500	20.00	20.00	ME
Oléoduc du Jura Neuchâtelois S.A., Cornaux	CHF	1'000	20.00	20.00	ME
ENAG Energiefinanzierungs AG, Schwyz	CHF	50'000	13.75	0.00	ME
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL), Château-d'Œx	CHF	100'000	13.14	13.14	ME
Electra-Massa AG, Naters	CHF	20'000	10.00	10.00	ME
CLIMKIT SA, Vevey	CHF	400	0.00	60.00	NC
MOVE Mobility SA, Granges-Paccot	CHF	9'000	0.00	44.44	NC
Sarine Engineering SA en liquidation, Granges-Paccot	CHF	0	0.00	35.00	NC

La quote-part mentionnée correspond tant au pourcentage de détention du capital qu'à la part des droits de vote.

PARTICIPATIONS FINANCIÈRES

Les autres participations essentielles à l'appréciation du patrimoine et des résultats du groupe qui n'ont pas été prises en compte dans la consolidation sont les suivantes:

SOCIÉTÉ, SIÈGE SOCIAL	Devise	Capital social en milliers 2025	Quote-part en % 2025	Quote-part en % 2024	Principe d'intégration 2025
BKW AG, Berne	CHF	132'000	10.00	10.00	NC
Romande Energie Holding SA, Morges	CHF	28'500	6.90	6.90	NC

G: Intégration globale - ME: Mise en équivalence - NC: Non consolidé

ACQUISITIONS ET CESSIONS

Durant l'exercice 2025, le groupe a acquis cc energie sa présentant les positions suivantes dans son bilan à la date d'acquisition. Aucune société n'avait été acquise durant l'exercice 2024.

RUBRIQUES DU BILAN (en kCHF)	2025 cc energie sa, Morat
Trésorerie	4'856
Créances résultant de livraisons et de prestations	4'297
Autres créances à court terme	2
Comptes de régularisation actifs	1'855
Immobilisations incorporelles	487
Dettes sur achat et prestations reçues	(757)
Autres dettes à court terme	(317)
Comptes de régularisation passifs	(1'297)
Capitaux propres	(9'128)
Total du bilan	11'498

Les sociétés déconsolidées durant l'exercice 2025 et 2024 présentaient les positions principales suivantes dans leur bilan au moment de leur cession. En 2025 et jusqu'à la date de déconsolidation, CLIMKIT SA a enregistré un produit net de 1'028 kCHF (2024: 2'312 kCHF).

Les deux entités déconsolidées en 2024 ci-dessous étaient mises en équivalence. Le produit net inclus dans les comptes consolidés en provenance de ces deux entités s'élevait à 0 kCHF jusqu'à la date de déconsolidation et à 4'162 kCHF.

	2025
RUBRIQUES DU BILAN (en kCHF)	CLIMKIT SA, Vevey
Trésorerie	5'167
Créances résultant de livraisons et de prestations	137
Stocks	227
Immobilisations financières	6
Immobilisations corporelles	26
Immobilisations incorporelles	527
Dettes sur achat et prestations reçues	(173)
Autres dettes à court terme	(63)
Comptes de régularisation passifs	(4'645)
Dettes à long terme portant intérêts	(734)
Provisions à long terme	(12)
Capitaux propres	(464)
Total du bilan	6'091

	2024	
	Champéole SAS, Paris (F)	Eolienne des Grandes Chapelles SAS, Paris (F)
RUBRIQUES DU BILAN (en kCHF)		
Trésorerie	29	7'107
Créances à court terme	387	3'076
Stocks	0	17
Comptes de régularisation actifs	0	197
Participation dans des sociétés associées	2'780	0
Immobilisations corporelles	0	4'723
Dettes sur achat et prestations reçues	(16)	(605)
Autres dettes à court terme	(7)	(20)
Impôt courant à payer	(181)	0
Comptes de régularisation passifs	0	(7'765)
Dettes à long terme portant intérêts	(3'495)	(407)
Provisions à long terme	0	(3'883)
Capitaux propres	503	(2'439)
Total du bilan	3'196	15'120

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

À l'Assemblée générale de Groupe E SA, Granges-Paccot

Rapport sur l'Audit des Comptes Consolidés

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Groupe E SA et de ses filiales (le groupe), comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2025, le compte de résultat consolidé, le tableau des capitaux propres consolidés et le tableau des flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe aux comptes consolidés, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes consolidés (pages 34 à 58) donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidés du groupe au 31 décembre 2025, ainsi que de ses résultats et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Swiss GAAP RPC et sont conformes à la loi suisse.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés" de notre rapport. Nous sommes indépendants du groupe, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments Clés de l'Audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des comptes consolidés de la période sous revue. Ces éléments ont été traités dans le contexte de notre audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion d'audit sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas d'opinion d'audit distincte sur ces éléments.

Éléments clés de l'audit	Comment les éléments clés de l'audit ont été considérés dans notre audit
Installations de chauffage à distance Les installations de chauffage à distance représentent une part importante de l'actif consolidé de Groupe E SA, soit CHF 338 millions tel que décrit à la note 15. A chaque clôture, la Direction analyse l'éventuelle présence d'indices de perte de valeur et réalise un test de dépréciation si nécessaire pour les installations de chauffage à distance concernées. La valorisation des installations de chauffage à distance est un élément qui exige une attention	Dans le cadre de l'audit du système de contrôle interne, nous nous sommes assurés de l'existence de processus internes appropriés pour l'évaluation des installations de chauffage à distance en procédant à des entretiens et en revoyant la documentation y afférente. Nos procédures ont consisté à vérifier l'identification des indices de perte de valeur et le cas échéant, le calcul de la valeur recouvrable déterminée par la Direction. Nous avons examiné

particulière lors de notre audit, du fait des jugements et des hypothèses qui sont retenus par la Direction dans les modèles de calculs, ainsi que par l'importance de ces installations en regard des états financiers consolidés dans leur ensemble. Les principes d'évaluation des installations de chauffage à distance sont publiés dans la note "2. Principe de consolidation et d'évaluation"	les calculs et la méthodologie, et avons challengé les hypothèses-clés soit notamment les cash-flows futurs ainsi que le taux d'actualisation à l'aide de nos experts en évaluation.
--	--

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes consolidés et des comptes annuels.

Notre opinion d'audit sur les comptes consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes consolidés ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux Comptes Consolidés

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés lesquels donnent une image fidèle conformément aux Swiss GAAP RPC et aux dispositions légales. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge nécessaires pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité du groupe à poursuivre ses activités et d'établir les comptes consolidés sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider le groupe ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Consolidés

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.



Tél. +41 26 435 33 33
www.bdo.ch
fribourg@bdo.ch

BDO SA
Petit-Moncor 1A
Villars-sur-Glâne
Case postale
1701 Fribourg

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes consolidés est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse:
<https://expertsuisse.ch/rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

Fribourg, le 27 mars 2026

BDO SA

Mathieu Donzallaz

Réviser responsable
Expert-réviser agréé

Lucien Jordan

Expert-réviser agréé

Comptes annuels de Groupe E SA

BILAN

ACTIFS (en kCHF)	Note	31.12.2025	31.12.2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2.3.1	133'582	48'525
Créances financières à court terme		40'000	0
Créances résultant de livraisons et de prestations	2.3.2	103'890	127'800
- envers des sociétés du groupe		9'473	12'914
- envers des actionnaires		3'360	4'129
- envers des tiers		91'058	110'758
Autres créances à court terme		59'494	79'781
- envers des sociétés du groupe		50'682	67'674
- envers des tiers		8'812	12'107
Stocks		1'240	541
Créances résultant de travaux en cours		1'215	4'491
Comptes de régularisation actifs	2.3.3	76'909	129'318
- envers des sociétés du groupe		936	7'848
- envers des tiers		75'973	121'470
Actifs circulants		416'329	390'457
Immobilisations corporelles		943'527	878'739
Immobilisations incorporelles		46'273	48'979
Participations	2.4	242'001	235'939
Immobilisations financières	2.3.4	509'419	421'790
- envers des sociétés du groupe		323'421	204'385
- envers des tiers		185'998	217'405
Actifs immobilisés		1'741'220	1'585'447
Total des actifs		2'157'549	1'975'904

BILAN

PASSIFS (en kCHF)	Note	31.12.2025	31.12.2024
Dettes résultant de livraisons et de prestations		67'763	107'122
- envers des sociétés du groupe		6'128	24'742
- envers des actionnaires		0	658
- envers des tiers		61'635	81'722
Engagements résultant de travaux en cours		532	4'540
Dettes à court terme portant intérêt	2.9	27'500	90'000
- envers des actionnaires		0	50'000
- envers des tiers		27'500	40'000
Autres dettes à court terme		24'315	25'283
Provisions à court terme		7'892	9'703
Revenus différés à court terme		598	687
Comptes de régularisation passifs		26'192	26'335
- envers des sociétés du groupe		715	8'731
- envers des tiers		25'477	17'604
Capitaux étrangers à court terme		154'792	263'670
Dettes financières à long terme portant intérêt	2.9	510'000	260'000
- envers des actionnaires		40'000	40'000
- envers des tiers		470'000	220'000
Revenus différés à long terme		20'284	18'773
- envers des sociétés du groupe		20'284	18'773
Provisions à long terme		430'767	461'610
Capitaux étrangers à long terme		961'050	740'383
Total des capitaux étrangers		1'115'842	1'004'053
Capital-actions		68'750	68'750
Réserve légale issue du bénéfice		34'375	34'375
Propres actions	2.5	(25'687)	(24'795)
Bénéfice résultant du bilan		964'269	893'521
Bénéfice reporté		865'181	790'755
Résultat de l'exercice		99'088	102'766
Total des capitaux propres		1'041'707	971'851
Total des passifs		2'157'549	1'975'904

COMPTE DE RÉSULTAT

En kCHF	Note	2025	2024
Chiffre d'affaires		559'604	681'407
Propres prestations activées		27'163	24'636
Autres produits d'exploitation		10'791	3'463
Variation des stocks et travaux en cours		731	(2'158)
Total des produits d'exploitation		598'290	707'348
Achats d'énergie		(293'616)	(401'005)
Achat de matériel		(9'919)	(33'791)
Prestations de services		(52'813)	(28'925)
Charges de personnel		(117'998)	(121'077)
Autres charges d'exploitation		(36'289)	(28'030)
Total des charges d'exploitation		(510'635)	(612'827)
Résultat d'exploitation avant intérêts, impôts et amortissements (EBITDA)		87'656	94'521
Amortissements sur immobilisations corporelles		(42'213)	(38'929)
Amortissements sur immobilisations incorporelles		(6'689)	(4'699)
Amortissements sur d'autres postes de l'actif immobilisé		0	(42'050)
Résultat opérationnel (EBIT)		38'754	8'843
Produits financiers		45'719	45'027
Charges financières		(13'248)	(14'655)
Produits extraordinaires, uniques ou hors période	2.10	33'042	65'321
Résultat avant impôts		104'267	104'536
Impôts sur le bénéfice		(5'179)	(1'770)
Résultat net de l'exercice		99'088	102'766

Annexe aux comptes statutaires

1. PRINCIPES D'ÉVALUATION

Les présents comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions sur la comptabilité commerciale du Code suisse des obligations. Les principaux principes d'évaluation appliqués qui ne sont pas prescrits par la loi sont décrits ci-après. A cet égard, il faut tenir compte du fait que, afin d'assurer la prospérité de l'entreprise à long terme, la société saisit la possibilité de constituer et de dissoudre des réserves latentes.

Tous les chiffres des comptes annuels sont arrondis à l'unité, tandis que les calculs sont réalisés sur la base des chiffres exacts. Il peut en résulter des différences d'arrondis.

1.1. RECONNAISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES

Principes généraux

Les ventes d'énergie et de biens et services aux clients finaux et aux partenaires de distribution sont considérées comme réalisées et sont comptabilisées dans le chiffre d'affaires dès lors que les livraisons correspondantes ont eu lieu.

Ventes d'énergie aux clients finaux

Les livraisons d'énergie aux clients finaux sont en majorité déterminées par le relevé périodique des compteurs individuels. Pour une partie de la clientèle, la quantité d'énergie consommée est relevée sur les instruments de mesure une seule fois par année. Les produits comprennent les estimations concernant l'énergie consommée et pas encore facturée entre la date du dernier relevé de compteur et la date de clôture, déterminée sur la base de valeurs statistiques.

Activité de négoce d'énergie sur le marché de gros

Les opérations de couverture conclues sur les marchés de gros résultent d'activités élargies de gestion de portefeuille d'approvisionnement. Les achats et ventes d'énergie sur le marché de gros intervenant dans ce contexte

sont présentés au net. Seules les opérations d'énergie conclues à des fins commerciales sont présentées dans le chiffre d'affaires.

1.2. TRÉSORERIE, ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE ET ACTIFS COTÉS EN BOURSE

La trésorerie comprend les avoirs en espèces et les avoirs à vue auprès des banques et d'autres établissements financiers ainsi que les moyens financiers à court terme extrêmement liquides qui peuvent être convertis à tout moment en liquidités et qui sont soumis à des fluctuations de valeur négligeables (placements à terme jusqu'à 90 jours). Les dépôts à terme dont l'échéance est supérieure à 90 jours sont présentés dans les créances financières à court terme.

1.3. CRÉANCES SUR VENTES ET PRESTATIONS

Les créances sont évaluées à leur valeur nominale, en tenant compte des corrections de valeur économiquement nécessaires, déterminées sur la base des risques effectifs connus et du taux de pertes historique sur les créances.

1.4. STOCKS

Les stocks sont évalués au coût d'acquisition ou de revient ou, si elle est plus basse, à la valeur de marché nette. La correction de valeur sur la valeur du marché nette la plus basse doit être débitée au résultat de la période. Lorsqu'elle n'est plus nécessaire, elle sera créditée au résultat de la période. Les mouvements de stocks sont comptabilisés selon la méthode «premier entré, premier sorti» (FIFO). Les rabais et escomptes sont traités en diminution du coût d'acquisition.

1.5. CRÉANCES ET ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE TRAVAUX EN COURS

Les prestations de service non facturées sont portées au bilan sous déductions des acomptes perçus. Lorsque les prestations cumulées fournies dépassent les paiements déjà encaissés, elles sont portées à l'actif du bilan en tant que «Créances résultant de travaux en cours». Si les paiements reçus sont supérieurs aux prestations cumulées fournies, le montant est inscrit à la rubrique «Engagements résultant de travaux en cours».

Les acomptes perçus sont portés au bilan sans incidence sur le résultat. Ils sont imputés aux travaux pour lesquels ils ont été versés.

1.6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont portées au bilan à leur valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés. Elles sont amorties linéairement sur la durée de vie estimée. L'adéquation de la valeur des immobilisations corporelles est examinée annuellement. Si des indications de diminution de valeur significative ou des modifications de la durée d'utilisation sont constatées, le plan d'amortissement résiduel est modifié ou un amortissement non planifié est enregistré (impairment).

1.7. PRINCIPAUX COURS DE CHANGE

Cours de change annuel moyen	2025	2024
1 EUR	0.9466	0.9638
1 USD	0.8495	0.8872
Cours de change de clôture		
1 EUR	0.9314	0.9412
1 USD	0.7927	0.9060

1.8. ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont comptabilisées à la date d'achat au coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. En cas de revente ultérieure, le bénéfice ou la perte est comptabilisé dans le compte de résultat en tant que produit financier ou charge financière.

1.9. RENONCIATION À LA PRÉSENTATION D'UN TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Étant donné que la société établit des comptes consolidés selon une norme reconnue (Swiss GAAP RPC), Groupe E SA a renoncé, en accord avec les prescriptions légales, à la présentation d'un tableau de flux de trésorerie.

2. INFORMATIONS, STRUCTURE DÉTAILLÉE ET COMMENTAIRES SUR LES COMPTES ANNUELS

2.1. RAISON SOCIALE, FORME JURIDIQUE ET SIÈGE DE L'ENTREPRISE

La société est inscrite au registre du commerce sous le nom Groupe E SA, avec siège à Granges-Paccot.

2.2. DÉCLARATION SUR LA MOYENNE ANNUELLE DES EMPLOIS À PLEIN TEMPS

À l'instar de l'exercice précédent, le nombre d'emplois à plein temps en moyenne annuelle était supérieur à 250 au cours de l'exercice sous revue.

2.3. VENTILATION DE CERTAINES POSITIONS DU BILAN

En kCHF	2025	2024
2.3.1.		
Liquidités	43'515	48'400
Placements à terme de moins de 3 mois	90'067	125
Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs cotés en bourse	133'582	48'525
2.3.2.		
Créances sur ventes et prestations	71'325	98'667
Énergie et timbre à facturer	40'760	37'875
Corrections de valeur	(8'195)	(8'742)
Créances sur ventes et prestations	103'890	127'800
2.3.3.		
Différences de couverture réglementaires	61'381	110'378
Impôts courants à récupérer	2'699	2'338
Charges payées d'avance	2'306	4'013
Produits à recevoir	936	3'835
Subventions à recevoir	9'586	8'755
Comptes de régularisation actifs	76'909	129'318
2.3.4.		
Prêts et avances à des sociétés du groupe	291'776	217'529
Prêts et avances à des tiers	14'030	10'236
Titres détenus à long terme	384'812	386'100
Corrections de valeur	(181'199)	(192'075)
Immobilisations financières	509'419	421'790

2.4. PARTICIPATIONS ESSENTIELLES

Participations directes	Devise	Capital social en milliers	Quote-part 2025 en %	Quote-part 2024 en %
Groupe E Entretec SA, Matran	CHF	600	100.00	100.00
Groupe E Connect SA, Granges-Paccot	CHF	2'000	100.00	100.00
DEXA SA, Mont-sur-Rolle	CHF	200	100.00	100.00
Groupe E Valais SA, Sion	CHF	100	100.00	100.00
Technimat SA, Matran	CHF	100	100.00	100.00
Elexpert SA, Boudry	CHF	100	100.00	100.00
Christian Kropf SA, Moutier	CHF	100	100.00	100.00
FTH Services SA en liquidation, Mont-sur-Rolle	CHF	100	100.00	100.00
S. Roubaty S.A. en liquidation, Gibloux	CHF	100	100.00	100.00
EEF SA, Granges-Paccot	CHF	100	100.00	100.00
Groupe E Arc SA, Boudry	CHF	500	100.00	100.00
Swiss H2 Generation SA en liquidation, Granges-Paccot	CHF	100	100.00	100.00
cc energie sa, Morat	CHF	1'002	100.00	33.33
Groupe E Tech SA, Matran	CHF	100	100.00	0.00

Participations directes	Devise	Capital social en milliers	Quote-part 2025 en %	Quote-part 2024 en %
Forces Motrices de Conches S.A., Ernen	CHF	30'000	96.00	96.00
Groupe E Greenwatt SA, Granges-Paccot	CHF	30'000	90.00	90.00
ftth fr SA, Granges-Paccot	CHF	47'000	75.74	75.74
gpfr SA, Granges-Paccot	CHF	1'000	70.00	70.00
Groupe E Celsius SA, Fribourg	CHF	8'288	64.78	64.78
Gérine Energies SA, Marly	CHF	100	60.00	60.00
endigo Holding AG, Fiesch	CHF	1'400	53.89	53.89
GuD Timelkam GmbH, Linz (A)	EUR	150	50.00	50.00
FribikeSharing SA, Givisiez	CHF	750	50.00	50.00
SOFRIPA SA, Fribourg	CHF	750	50.00	50.00
Champéole SAS, Paris (F)	EUR	455	49.00	49.00
Monney Climax SA, Romont	CHF	100	49.00	49.00
Cinelec SA, Matran	CHF	100	44.00	44.00
netplusFR SA, Bulle	CHF	3'000	41.81	41.81
Spontis SA, Avenches	CHF	2'650	40.00	40.00
Société des Forces Motrices du Châtelot SA, Les Planchettes	CHF	6'000	30.00	30.00
SAIDF SA, Hauterive (FR)	CHF	27'000	25.19	25.19
EOS HOLDING SA, Lausanne	CHF	324'000	23.09	23.09
CIFER SA, Penthaz	CHF	14'100	20.89	0.0
ENAG Energiefinanzierungs AG, Schwyz	CHF	50'000	13.75	0.0
Forces Motrices Hongrin-Léman S.A. (FMHL), Château-d'Œx	CHF	100'000	13.14	13.14
Electra-Massa AG, Naters	CHF	20'000	10.00	10.00
MOVE Mobility SA, Granges-Paccot	CHF	7'000	0.00	44.40
Sarine Engineering SA en liquidation, Granges-Paccot	CHF	100	0.00	35.00

2.5. PROPRES ACTIONS

	2025		2024	
	Nombre d'actions	kCHF	Nombre d'actions	kCHF
État au 1 ^{er} janvier	372'515	24'795	373'355	24'310
Achats	13'128	2'768	13'454	2'702
Ventes	(13'445)	(1'876)	(14'294)	(2'217)
État au 31 décembre	372'198	25'687	372'515	24'795

2.6. DETTES ENVERS DES INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE

En kCHF	2025	2024
Dettes courantes liées à la prévoyance professionnelle	1'167	1'245
Dettes envers des institutions de prévoyance	1'167	1'245

2.7. DROITS DE PARTICIPATIONS ACCORDÉS À DES PARTIES LIÉES

En kCHF	VALEUR NOMINALE CHF	2025	2024
Accordés au Conseil d'administration/Comité de Direction	10	975	1'101
Accordés aux collaborateurs	10	12'470	13'193
Droits de participation accordés à des parties liées		13'445	14'294

2.8. HONORAIRES DE L'ORGANE DE RÉVISION

En kCHF	2025	2024
Prestations d'audit	190	190
Montant des honoraires versés à l'organe de révision	190	190

2.9. DETTES PORTANT INTÉRÊT

En kCHF	2025		2024	
	Long terme	Court terme	Long terme	Court terme
Emprunt envers des actionnaires	0	0	0	50'000
Emprunt envers des tiers	0	27'500	0	40'000
Emprunt obligataire 120 MCHF, 30.09.2022-30.09.2027, 1.950%	120'000	0	120'000	0
Emprunt obligataire 100 MCHF, 26.09.2025-26.09.2029, 0.750%	100'000	0	0	0
Total dettes portant intérêt, jusqu'à 5 ans	220'000	27'500	120'000	90'000
Emprunt État de Fribourg (2001 - indéterminé)	40'000	0	40'000	0
Emprunt obligataire 100 MCHF, 30.09.2022-30.09.2032, 2.550%	100'000	0	100'000	0
Emprunt obligataire 150 MCHF, 26.09.2025-26.09.2035, 1.405%	150'000	0	0	0
Total dettes portant intérêt, plus de 5 ans	290'000	0	140'000	0
Total dettes portant intérêt	510'000	27'500	260'000	90'000

2.10. PRODUITS EXTRAORDINAIRES, UNIQUES OU HORS PÉRIODE

En kCHF	2025	2024
Dissolution de provisions déjà taxées	33'042	65'000
Résultat de fusion avec Sainte-Anne Energie SA	0	321
Produits extraordinaires, uniques ou hors période	33'042	65'321

2.11. GARANTIES EN FAVEUR DE TIERS

En kCHF	2025	2024
Engagement résultant de capital social non libéré	14'435	14'435
Garanties en faveur de clients dans le cadre de travaux réalisés par Groupe E SA	30	30
Garanties en faveur de clients dans le cadre de la fourniture d'énergie	2'586	1'508
Total	17'051	15'973

2.12. ENGAGEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

Divers contrats à long terme ont été conclus pour l'approvisionnement et la vente d'énergie de Groupe E. Leur valorisation fait l'objet d'un suivi permanent et de provisions au bilan, si nécessaire. De même, Groupe E SA couvre ces engagements au niveau des taux de change par des opérations à terme. Les instruments financiers dérivés présentent au 31 décembre 2025 une valeur de remplacement positive de 557 kCHF (2024: 432 kCHF) et une valeur de remplacement négative de 2'513 kCHF (2024: 6'637 kCHF).

Groupe E est partie prenante dans différents litiges résultant de son activité. Selon la direction, l'issue de ces litiges n'aura pas d'effets matériels contraires sur la position financière de la société.

2.13. DISSOLUTION DES RÉSERVES LATENTES

En kCHF	2025	2024
Dissolution nette des réserves latentes durant l'exercice	33'080	69'151

2.14. ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA DATE DU BILAN

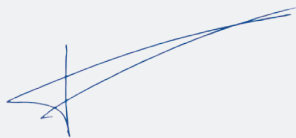
Aucun événement important pour l'appréciation des comptes de la société ne s'est produit entre la date de bouclement au 31 décembre 2025 et l'approbation des comptes lors de la séance du Conseil d'administration du 27 mars 2026.

UTILISATION DU BÉNÉFICE AU BILAN

En kCHF	2025 Proposition du Conseil d'administration	2024 Décision de l'Assemblée générale
Report de l'exercice précédent	863'614	789'186
Dividende non versé sur propres actions*	1'567	1'569
Total du report de l'exercice précédent	865'181	790'755
Bénéfice net de l'exercice	99'088	102'766
Montant à disposition de l'Assemblée générale	964'269	893'521
Dividende ordinaire de CHF 4.35 par action (CHF 4.35 en 2024)*	29'906	29'906
Total	29'906	29'906
Report à nouveau	934'363	863'614
Utilisation du bénéfice au bilan	964'269	893'521

*Conformément aux dispositions légales, le droit au dividende sur les actions propres est suspendu.

Au nom du Conseil d'administration:



Pierre Varenne
Président du Conseil
d'administration



Pierre Oberson
Secrétaire général

RAPPORT DE L'ORGANE DE RÉVISION

À l'Assemblée générale de Groupe E SA, Granges-Paccot

Rapport sur l'Audit des Comptes Annuels

Opinion d'Audit

Nous avons effectué l'audit des comptes annuels de Groupe E SA (la société), comprenant le bilan au 31 décembre 2025, le compte de résultat, le tableau des capitaux propres pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'annexe, y compris un résumé des principales méthodes comptables.

Selon notre appréciation, les comptes annuels (pages 62 à 70) sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Fondement de l'Opinion d'Audit

Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes suisses d'audit des états financiers (NA-CH). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces dispositions et de ces normes sont plus amplement décrites dans la section "Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels" de notre rapport. Nous sommes indépendants de la société, conformément aux dispositions légales suisses et aux exigences de la profession qui s'appliquent aux audits des états financiers des sociétés d'intérêt public. Nous avons aussi satisfait aux autres obligations éthiques professionnelles qui nous incombent dans le respect de ces exigences.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Éléments Clés de l'Audit

Les éléments clés de l'audit sont les éléments qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de notre audit des comptes annuels de la période sous revue. Nous avons déterminé qu'il n'y avait pas d'élément clé de l'audit à communiquer à notre rapport.

Autres Informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'administration. Les autres informations comprennent les informations présentées dans le rapport de gestion, à l'exception des comptes annuels et des comptes consolidés.

Notre opinion d'audit sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier si elles présentent des incohérences significatives par rapport aux comptes annuels ou aux connaissances que nous avons acquises au cours de notre audit ou si elles semblent, par ailleurs, comporter des anomalies significatives.

Si, sur la base des travaux que nous avons effectués, nous arrivons à la conclusion que les autres informations présentent une anomalie significative, nous sommes tenus de le déclarer. Nous n'avons aucune remarque à formuler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'administration relatives aux Comptes Annuels

Le Conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels conformément aux dispositions légales et aux statuts. Il est en outre responsable des contrôles internes qu'il juge

nécessaires pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, le Conseil d'administration est responsable d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Il a en outre la responsabilité de présenter, le cas échéant, les éléments en rapport avec la capacité de la société à poursuivre ses activités et d'établir les comptes annuels sur la base de la continuité de l'exploitation, sauf si le Conseil d'administration a l'intention de liquider la société ou de cesser l'activité, ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste.

Responsabilités de l'Organe de Révision relatives à l'Audit des Comptes Annuels

Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion d'audit. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, mais ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément à la loi suisse et aux NA-CH permettra de toujours détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou collectivement, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une plus ample description de nos responsabilités relatives à l'audit des comptes annuels est disponible sur le site Internet d'EXPERTsuisse:
<https://expertsuisse.ch/rapport-de-revision>. Cette description fait partie intégrante de notre rapport.

Rapport sur d'Autres Obligations Légales et Réglementaires

Conformément à l'art. 728a, al. 1, ch. 3, CO et à la NAS-CH 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Sur la base de notre audit réalisé en vertu de l'art. 728a, al. 1, ch. 2, CO, nous confirmons que la proposition du Conseil d'administration est conforme à la loi suisse et aux statuts, et nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Fribourg, le 27 mars 2026

BDO SA

Mathieu Donzallaz

Réviser responsable
Expert-réviser agréé

Lucien Jordan

Expert-réviser agréé

IMPRESSUM

Remerciements

Groupe E remercie les personnes qui ont collaboré à l'élaboration de ce document.

Conception et textes

Groupe E
Communication et affaires publiques

Traduction et relecture de la version allemande (rapport d'activités et gouvernance): Apostroph, Berne

Traduction (rapport financier):
Bentele Translations, Einsiedeln

Le rapport de gestion 2025 est publié en français (80 exemplaires) et en allemand (40 exemplaires). Il est disponible en ligne, de même que les éditions précédentes, à l'adresse
<https://reports.groupe-e.ch>

Le texte original français
disponible en ligne fait foi.

Contact

Groupe E
Communication & affaires publiques
Route de Morat 135
1763 Granges-Paccot
communication@groupe-e.ch

Graphisme et illustrations

essencedesign, Lausanne

Photos

Toutes les photos ont été réalisées par Stéphane Schmutz, Fribourg, à l'exception des photographies suivantes:

P. 10: Groupe E, Communication
et affaires publiques
P. 14: Doo-Soo, Fribourg

Impression

Polygravia Arts Graphiques SA,
Châtel-Saint-Denis
Imprimé sur du papier 100% recyclé,
certifié FSC

